



N° 3 - Avril 2011

Panorama au 14 avril 2011

## Éditorial

### Les prix très élevés des matières premières renchérissent ceux de l'alimentation animale

Sur les deux premiers mois de 2011, la hausse sur un an des prix à la production français s'est stabilisée à + 21 % pour l'ensemble des produits agricoles. Cette stabilisation de la hausse résulte conjointement de l'instabilité des cours céréaliers et oléagineux sur les marchés mondiaux, et du fort recul par rapport au début 2010 des prix à la production des légumes. Ce recul, dû aux conditions météorologiques, s'est répercuté sur les prix à la consommation des légumes frais. Pour l'ensemble des produits alimentaires et des boissons non alcoolisées, la hausse sur un an des prix à la consommation, quasi stable, repose principalement sur les viandes de volaille et les fruits frais (*Infos rapides Prix agricoles et alimentaires, avril 2011*).

Pour les producteurs agricoles, les prix des consommations intermédiaires s'accroissent de 11 % en février 2011 par rapport au niveau déjà élevé de février 2010. Le prix d'achat des moyens de production agricole poursuit de fait la forte ascension amorcée en juillet 2010 sous l'effet du renchérissement de l'énergie, des aliments pour animaux et des engrais. En février 2011, la hausse des prix sur un an se

situe pour ces produits autour de + 20 %. Le prix des engrais simples azotés augmente de plus en plus, tandis que celui des engrais phosphatés et potassiques se stabilise à un niveau élevé. Seul le prix des produits phytosanitaires reste stable par rapport à février 2010 (*Infos rapides Moyens de production, avril 2011*).

Fin mars 2011, après neuf mois de campagne, les cours céréaliers et oléagineux repartent fortement à la hausse sur les marchés mondiaux, notamment ceux du maïs qui s'envolent sur le marché de Chicago, l'offre étant limitée et les stocks bas. En France, le prix du blé tendre rendu Rouen dépasse de 85 % celui de mars 2010 et le prix du maïs rendu Bordeaux de près de 60 %. À partir de mi-février, la flambée des prix mondiaux s'était brutalement interrompue, sur fond de tensions politiques en Afrique du Nord et au Moyen-Orient, puis de la catastrophe naturelle et nucléaire au Japon. Ces dernières ont en effet provoqué un désengagement des investisseurs des marchés de matières premières, par crainte d'une baisse de la demande. Dans ce contexte, les cours des produits français se sont alors repliés à partir des hauts niveaux de fin 2010 et début

2011. Ceux-ci n'avaient cependant pas dépassé les sommets atteints au cours de la campagne 2007/2008, hormis pour le colza (*Instabilité des marchés des céréales et des oléagineux au premier trimestre 2011, Céréales et oléagineux n° 2011/144, avril 2011*).

La hausse des prix des produits bruts, et notamment du blé tendre, a pour effet de gonfler l'excédent commercial français en valeur, (*Infos rapides Commerce extérieur agroalimentaire, avril 2011*). Les exportations françaises vers l'Union européenne et les pays tiers ont bondi de 50 % pour le blé dur et de 27 % pour le blé tendre sur les sept premiers mois de la campagne 2010/2011. Parallèlement, pour le blé dur, les cours augmentent très nettement par rapport à la campagne précédente (+ 43 % pour le blé dur rendu Port la Nouvelle, en moyenne sur les neuf premiers mois de la campagne).

Selon les prévisions établies au 1<sup>er</sup> avril 2011 par le Service de la statistique et de la prospective du ministère en charge de l'agriculture, l'apparente stabilité de l'assolement céréalier français masque en fait une perte de surfaces semées en maïs et

dans une moindre mesure en orge et en blé dur, au profit du blé tendre et du colza. Après deux années de forte augmentation, l'assolement en protéagineux qui perd quasiment le quart de sa surface sur un an, dépasse encore l'assolement moyen des cinq dernières campagnes (*Les semis de blé tendre et d'oléagineux progresseraient aux dépens des autres céréales et des protéagineux, Céréales et oléoprotéagineux n° 2011/143, avril 2011*).

La campagne de production 2011 progresse dans des conditions climatiques jusqu'à présent plutôt favorables, sous des températures printanières clémentes. Toutefois, un fort déficit pluviométrique n'a guère épargné que le Sud-Est de la France. Si les réserves d'eau dans les sols ont suffi jusqu'à maintenant pour assurer un bon développement des cultures, elle pourrait rapidement faire défaut si ce déficit de précipitations se prolonge.

En février 2011, les prix de l'ensemble des vins restent fermes grâce à une demande extérieure soutenue en vins d'appellation, notamment en champagnes. La demande intérieure, quant à elle, reste stable. Pour les vins avec et sans indication géographique de provenance, les prix dépassent très largement ceux de février 2010 grâce à la bonne tenue des vins rouges.

Concernant les fruits, la hausse des prix à la production sur un an ralentit entre février et mars 2011. Ce ralentissement est dû à la poire dont les prix à la production n'ont pas augmenté en fin de campagne de façon atypique. Pour autant, son profil de campagne a été beaucoup plus favorable que celui de la campagne précédente. Fin février, les stocks de poires sont estimés plus bas que ceux de 2010. De même pour la pomme, la campagne a été plus satisfaisante que la précédente et les stocks vides. Le marché de la pomme est plus dynamique grâce au soutien des exportations, les prix dépassant très nettement ceux des années précédentes. La demande pour la transformation est plus active en raison d'un déficit de pommes sur le marché européen (*Infos rapides*

*Stocks pommes poires, mars 2011*). Pour la fraise qui débute sa campagne de commercialisation, la baisse des prix par rapport à ceux de mars 2010 concerne l'ensemble des origines, les volumes espagnols et français mis en marché étant importants. Le développement de la production française tient à la douceur climatique du début mars et aussi à une légère augmentation des surfaces hors sol. La fraise bénéficie en effet d'une restructuration technique, la culture de la tomate se transférant vers celle de la fraise (*Infos rapides Fraise, avril 2011*).

À l'inverse pour les légumes, le recul des prix à la production sur un an continue de s'accroître en mars, pour quasiment atteindre - 30 %. Le concombre et la tomate débutent leur campagne de commercialisation sur des prix plus bas qu'en 2010, malgré une amélioration en mars pour la tomate par rapport au mois précédent. En même temps tous les légumes d'hiver sont confrontés à une fin de campagne particulièrement difficile, le marché de la carotte soutenu par les exportations étant moins affecté que ceux des autres produits (*Infos rapides Carotte, avril 2011*). En effet pour la carotte, la filière reste dynamique et compétitive par rapport à la concurrence européenne, belge notamment. Les salades sont en mars les plus touchées par la baisse des prix, de 54 % par rapport à mars 2010 : à partir de février, elles sont déclarées en crise conjoncturelle par le Réseau des nouvelles des marchés, le prix de la chicorée (- 22 %) résistant toutefois mieux que celui de la laitue (- 60 %). Face à une consommation réduite, les producteurs de laitue opèrent des destructions au champ (*Infos rapides Chicorée et Laitue, avril 2011*). De même, le marché de l'endive en grande difficulté souffre de saturation, les campagnes promotionnelles ne permettant pas d'absorber l'offre face à une sous-consommation persistant sur plusieurs semaines : son prix est inférieur de près de 40 % au prix de mars 2010 (*Infos rapides Endive, avril 2011*). Pour le poireau, la campagne est également décevante. Pour le chou-fleur, la commercialisation est moins favorable que les années précédentes, en raison de difficultés dues

à l'inadéquation entre l'offre et la demande et à la limitation de livraisons vers l'Union européenne due aux intempéries (*Une campagne difficile pour les légumes d'hiver, Légumes n° 2011/145, avril 2011*).

Pour les animaux de boucherie, la hausse globale des prix à la production sur un an se stabilise, les prix dépassant de 4 % les prix moyens des années 2006-2010. En février, la hausse des prix des granivores est toujours élevée par rapport aux prix de 2010. Pour les porcins, elle est fortement croissante depuis janvier par rapport à leur prix moyen des années 2006 à 2010.

Depuis juin 2010, les prix de marché des matières premières de l'alimentation animale ont subi l'envolée générale des cours des céréales et oléagineux. Les prix d'achat par les agriculteurs des aliments simples et des aliments composés nécessaires à la production animale suivent ce mouvement, de façon amortie et lissée. La hausse des prix des aliments composés est d'autant plus forte que leur teneur énergétique, provenant des céréales, est grande et que la composante protéinée, provenant des tourteaux, est faible. Les coûts de production des porcins sont les plus touchés par l'augmentation des prix des aliments depuis le deuxième semestre 2010. L'évolution des prix à la production des animaux est relativement indépendante de celle des prix des matières premières pour l'alimentation animale. Seuls les prix à la production de la volaille sont corrélés au prix de l'aliment, du fait de la forte intégration de cette production (*Renchérissement des aliments pour animaux, Moyens de production n° 2011/146, avril 2011*).

Dans ce contexte de prix, les abattements d'animaux de boucherie et de volailles sont plus importants en février 2011 qu'en 2010. Le nombre en têtes d'abattages de porcins est quasiment équivalent à celui de février 2010. Les abattements de bovins eux progressent. La progression des abattements de jeunes bovins mâles ne se fait pas au détriment des exportations qui ont elles

aussi augmenté en janvier, la baisse vers l'Italie ayant été compensée par un développement des flux à destination du Liban. Les abattages de vaches allaitantes augmentent également, la mise à la réforme des vaches laitières étant peu importante dans le contexte actuellement favorable de la production laitière. Depuis le début de l'année, celle-ci a en effet de nouveau fortement augmenté, selon une tendance qui devrait se poursuivre (*Infos rapides Lait, mars 2011*). En janvier, la production de bovins finis a augmenté. Quant aux ovins, la hausse des abattages et des exportations d'animaux vivants a entraîné une augmentation de 13 % de la production d'ovins (*Infos rapides Animaux de boucherie, mars 2011*). La production avicole est mar-

quée par le repli des mises en places de poulettes de ponte qui s'accroît en janvier et serait le signal d'une réduction de la production d'œufs courant 2011 (*Infos rapides Aviculture, avril 2011*). En matière de consommation, la consommation de viande ovine baisse en janvier 2011 du fait notamment de la baisse des importations qui représente plus de la moitié de la consommation.

Selon les chefs d'entreprise des industries agroalimentaires (IAA), la hausse de l'activité devrait ralentir en début d'année 2011. Pour autant, la relance de l'activité amorcée au cours de l'année 2009 s'est confirmée en 2010, excepté pour les conserves à base de légumes, affectées par des conditions

climatiques défavorables aux récoltes. Les prix à la production et le chiffre d'affaires, en lien avec la surchauffe des prix des matières premières, ont suivi à nouveau une pente ascendante. L'emploi salarié dans les IAA s'est stabilisé. L'excédent commercial des industries agroalimentaires s'est rapproché de son niveau d'avant-crise, grâce à la relance de la demande étrangère. Cependant, cette embellie a été limitée par l'essor des importations de produits alimentaires, lié à la reprise de la consommation des ménages (*2010 : la reprise de la demande mondiale soutient l'activité des IAA, Industries agroalimentaires n° 2011/147, avril 2011*).

Christine Deroin

# Sommaire des synthèses

## Synthèses

Les semis de blé tendre et d'oléagineux progresseraient aux dépens des autres céréales et des protéagineux <i>Céréales et oléoprotéagineux</i>	7	H. Schoen
Instabilité des marchés des céréales et des oléagineux au premier trimestre 2011 <i>Céréales et oléagineux</i>	13	A. Renaud
Une campagne difficile pour les légumes d'hiver <i>Légumes</i>	17	J. Fressignac
Renchérissement des aliments pour animaux <i>Moyens de production</i>	21	A. Viguié
2010 : la reprise de la demande mondiale soutient l'activité des IAA <i>Industries agroalimentaires</i>	27	L. Lefebvre
<b>Organismes et abréviations</b>	<b>39</b>	
<b>Pour en savoir plus</b>	<b>41</b>	

## Liste des Infos rapides parues

<i>Animaux de boucherie, n° 3/11, mars 2011</i>	A. Egger, M.A. Lapuyade
<i>Aviculture, n° 4/11, avril 2011</i>	C. Pendariès
<i>Carotte, n° 6/6, avril 2011</i>	J. Fressignac
<i>Chicorée, n° 5/5, avril 2011</i>	J. Fressignac
<i>Climatologie, n° 4/12, avril 2011</i>	H. Schoen
<i>Commerce extérieur agroalimentaire, n° 4/12, avril 2011</i>	H. Vigouroux
<i>Endive, n° 4/5, avril 2011</i>	J. Fressignac
<i>Fraise, n° 1/4, avril 2011</i>	J. Fressignac
<i>Grandes cultures et fourrages, n° 2/10, avril 2011</i>	H. Schoen
<i>Lait, n° 3/11, mars 2011</i>	S. Cazeneuve
<i>Laitue, n° 6/6, avril 2011</i>	J. Fressignac
<i>Moyens de production, n° 4/10, avril 2011</i>	L. Lefebvre, A. Viguié
<i>Prix agricoles et alimentaires, n° 4/10, avril 2011</i>	C. Deroin
<i>Stocks pommes poires, n° 6/10, mars 2011</i>	L. Bernadette

Les Infos rapides sont disponibles dans « Conjoncture » sur [www.agreste.agriculture.gouv.fr](http://www.agreste.agriculture.gouv.fr)

# PRODUCTIONS VÉGÉTALES - Grandes cultures

Synthèses Céréales et oléoprotéagineux avril n° 2011/143

[Retour éditorial](#)

## Les semis de blé tendre et d'oléagineux progresseraient aux dépens des autres céréales et des protéagineux

***En 2011, les emblavements des céréales pourraient diminuer de 34 milliers d'hectares, soit une baisse de 0,4 % par rapport à 2010. Le plus important repli des surfaces de céréales concernerait le maïs, et dans une moindre mesure l'orge et le blé dur. A contrario, la sole de blé tendre serait en hausse de 2 %, reprenant près de 84 milliers d'hectares. Les oléagineux profiteraient en partie de ces nouvelles disponibilités, l'augmentation des semis de colza étant estimée en 2011 à environ 65 milliers d'hectares. De plus, après la progression importante des surfaces de protéagineux en 2009 et 2010, celles-ci baisseraient de 87 milliers d'hectares en 2011, soit un retrait de 21 % par rapport à 2010. La surface des protéagineux resterait cependant supérieure aux surfaces moyennes des cinq dernières campagnes (+ 21 %).***

### **Situation internationale : semis et production de céréales prévus à la hausse**

Pour la campagne 2010/2011, le Conseil International des Céréales (CIC) annonce une hausse de 3,7 % de la production mondiale des céréales, essentiellement autour de la mer Noire. Cependant, la situation reste fragile jusqu'à la prochaine moisson. La production devrait ainsi atteindre 1,8 milliard de tonnes. Dans de nombreux pays, les semis devraient augmenter compte tenu des prix soutenus des céréales, tandis qu'une reprise des rendements est prévue dans les zones frappées par la sécheresse en 2010.

Selon les prévisions de la Commission européenne, les emblavements céréa-

liers de l'Union européenne seraient estimés à 54 millions d'hectares (Mha) pour 2011 (+ 2 %). Ces prévisions semblent indiquer une faible réaction des producteurs à la situation internationale et aux prix élevés qui devraient rester fermes au moins jusqu'au début 2012, si l'on se réfère au prix sur les marchés à terme. Un effet de rattrapage pourrait avoir lieu au printemps. Toutefois, cet assollement resterait bien en deçà des 60 Mha de 2009 et 61 Mha du début des années 2000. Les surfaces de blé tendre attendues seraient en hausse de 2 %, à 23,5 Mha, celles de l'orge à 16,6 Mha (+ 2 %) et celles de maïs à 8,6 Mha (+ 5 %). Ces superficies combinées aux rendements moyens induiraient une production céréalière totale de 285 Mt (+ 3,1 %).

L'augmentation plus faible qu'attendu, suite à l'envolée des prix, est principalement due à de mauvaises conditions climatiques au moment des semis d'automne. Certains observateurs considèrent qu'un effet de rattrapage aura lieu avec les semis de printemps. Si tel est le cas, le niveau de production pourrait être de 5 à 10 millions de tonnes (Mt) supérieur aux estimations actuelles.

D'autre part, le Coceral (Comité du Commerce des céréales, aliments du bétail) annonce une hausse de 8 % des surfaces de maïs grain dans l'Union européenne. Les principaux pays concernés par cette augmentation seraient notamment la Hongrie, l'Italie et la Roumanie. D'autre part, selon le directeur général d'UkrAgroConsult,

les estimations de récoltes de céréales ukrainiennes pour 2011 seraient de 44 à 46 Mt contre 39,2 Mt en 2010. Les moissons de blé s'élèveraient à 21 Mt

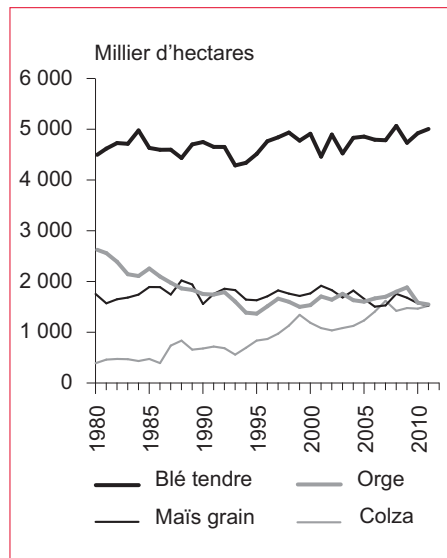
(16,7 Mt en 2010), celles d'orge à 11 Mt (8,8 Mt en 2010) et celles de maïs à 11,7 Mt (11 Mt en 2010).

**Les surfaces de blé tendre en 2011 approcheraient leur record historique de 2008...**

En France, faisant suite à une hausse de 188 milliers d'hectares entre 2009 et 2010, la sole de blé tendre devrait continuer de progresser en 2011, avec une possible hausse d'environ 84 milliers d'hectares. L'emblavement total devrait ainsi atteindre cinq millions d'hectares, soit un niveau voisin du record atteint en 2008. La sole augmenterait ainsi d'environ 2 % par rapport à 2010. Cette augmentation devrait concerner toutes les régions françaises, excepté la Lorraine et la Franche-Comté. Les semis de la région Centre, première région productrice de blé tendre, augmenteraient de 1 % et avoisineraient 700 milliers d'hectares. Toutefois, la Picardie se situerait au premier rang des régions de la métropole en ce qui concerne le rapport de blé tendre ensemencé à la surface des terres arables régionales.

Malgré cette hausse de la sole française, la récolte de blé tendre pour la prochaine campagne pourrait diminuer. En effet, sur la base d'un rendement moyen de 71 q/ha, calculé sur la moyenne des cinq dernières années, la récolte perdrait 110 milliers de tonnes par rapport à la campagne 2009/2010 durant laquelle les rendements ont été particulièrement élevés. En effet, la baisse de 1,5 q/ha aurait un effet négatif plus important que l'effet positif résultant de l'augmentation des surfaces. À l'inverse, sur la base d'un rendement inchangé de 72,5 q/ha obtenu lors de la campagne 2009/2010, l'augmentation des surfaces entraînerait un gain de 610 milliers de tonnes. Sur ce point, la récolte 2011 s'annonce plutôt bonne, si l'on considère l'état actuel des cultures, compte tenu d'un hivernage qui, jusqu'à présent, se passe dans de bonnes conditions. Toutefois, le potentiel global de rendement, actuellement correct, pourrait être affecté jusqu'à la moisson. En effet, les faibles pluies de mars et une possible prolongation de cette relative sécheresse dans les prochains mois pourraient affecter la récolte. Il faudra également surveiller au printemps les semis les plus tardifs, pour observer si les dernières gelées de printemps ont

**En France, la sole de blé tendre se positionne sur une tendance à la hausse**



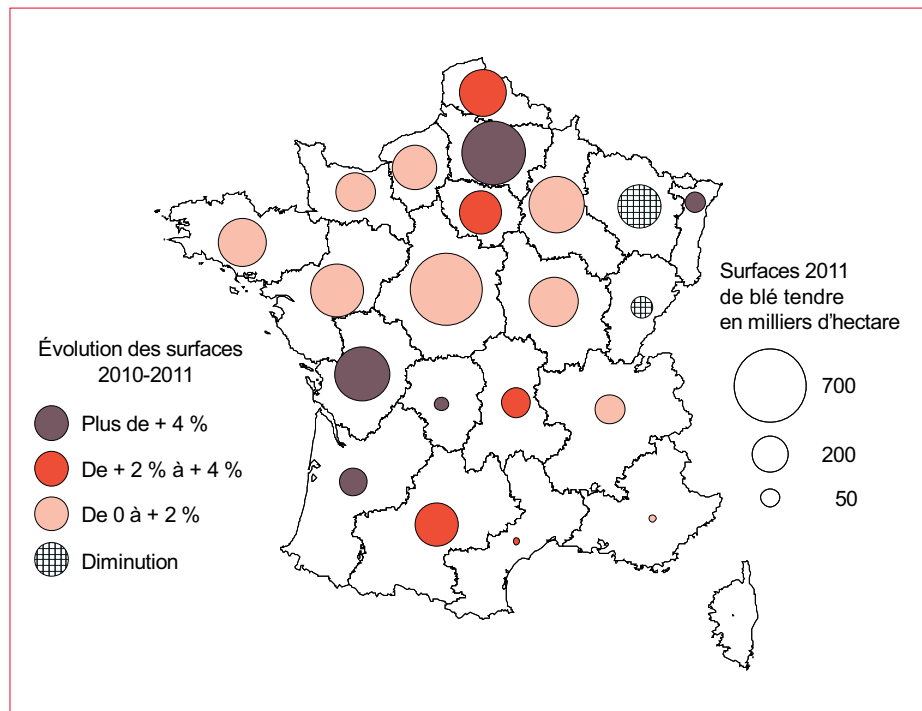
Source : Agreste - Statistique agricole annuelle

**La jachère continuerait de reculer**

L'année 2011 sera la quatrième année de libération des jachères, suite à la décision de suspension de l'obligation de gel par la Commission européenne en 2008, puis de suppression à partir de la campagne 2008/2009. En 2008, première année de suspension de la jachère, 465 milliers d'hectares ont été libérés sur 1 204 milliers d'hectares disponibles. En 2009 et 2010, la jachère a perdu 9 % chaque année, soit 94 milliers d'hectares en deux ans.

En 2011, ce mouvement de réduction de la jachère devrait se prolonger avec une diminution estimée de - 7 % par rapport à 2010, soit 46 milliers d'hectares. Il devrait affecter toutes les régions de la métropole. Les régions Centre, Midi-Pyrénées et Aquitaine, détenant plus de 40 % des jachères de la métropole, libèreraient 17 milliers d'hectares en 2011.

**Le blé tendre profiterait de la baisse des autres cultures céréalières en 2011**



Source : Agreste - Statistique agricole annuelle

eu une incidence néfaste. Quelle que soit l'hypothèse retenue, la France garderait sa position de premier pays producteur de blé tendre de l'Union européenne. En 2010, elle détenait 21 % des surfaces pour 28 % de la production européenne, l'Allemagne prenant la deuxième place avec 14 % des surfaces pour une part de la production avoisinant les 19 %.

### ... alors que la sole de blé dur en 2011 perdrait 35 milliers d'hectares

Après avoir dépassé pour la première fois 500 milliers d'hectares en 2010, la sole de blé dur française perdrait 35 milliers d'hectares pour atteindre 475 milliers d'hectares en 2011, soit une baisse de 7 %. Toutefois, les surfaces se situeraient encore 4 % au-dessus de la moyenne quinquennale 2006-2010. Cette diminution devrait concerner les principales régions françaises productrices de blé dur. Les semis de la région Centre baisseraient de 12 % et elle perdrait sa place de première région d'ensemencement de blé dur au profit de la région Midi-Pyrénées, dont la perte de surface se limiterait à 1 %. Sur la base d'un rendement moyen de 64 q/ha, la production de blé dur français perdrait ainsi 320 milliers de tonnes.

La France est le deuxième producteur de blé dur de l'Union européenne avec 28 % de la production pour 18 % des surfaces, l'Italie étant le premier producteur avec 42 % de la production pour 44 % des surfaces totales de blé dur de l'UE.

### Pour la deuxième année consécutive, les surfaces d'orge baisseraient

La sole d'orge devrait descendre à 1,5 million d'hectares en 2011, soit un niveau équivalent à celui obtenu en 2000. Elle diminuerait de 2 % par rapport à 2010. Toutefois, cette baisse des surfaces masquerait une hausse de la sole d'orge de printemps, estimée à 31 milliers d'hectares, qui n'arriverait pas à compenser la perte des surfaces d'orge d'hiver. Les surfaces emblavées devraient être en baisse dans deux régions françaises sur trois. Les deux premières régions productrices d'orge, Champagne-Ardenne et Centre, représentent un tiers des emblavements

## Augmentation des soles de blé tendre et des oléagineux prévue en 2011 aux dépens des surfaces des protéagineux et des autres céréales

Cultures	Variation des surfaces en milliers d'hectares 2011/2010	Évolution des surfaces en % 2011/2010	Évolution des surfaces en % 2011/moyenne des cinq années précédentes
Céréales	- 34	- 0,4	- 0,9
Blé tendre	+ 84	+ 1,7	+ 3,0
Blé dur	- 35	- 6,9	+ 4,2
Orge	- 35	- 2,2	- 10,4
Maïs	- 48	- 3,1	- 6,0
Triticale	+ 0	+ 0,0	+ 10,1
Autres céréales	+ 0	+ 0,0	- 1,6
Oléagineux	+ 65	+ 2,9	+ 5,8
Colza	+ 58	+ 4,0	+ 3,1
Tournesol	+ 9	+ 1,3	+ 9,3
Autres oléagineux	- 2	- 2,1	+ 36,0
Protéagineux	- 87	- 21,4	+ 20,8
Betteraves industrielles	+ 7	+ 2,0	+ 4,0
Pomme de Terre	+ 5	+ 3,3	+ 2,5
Maïs fourrage	- 5	- 0,3	+ 3,3
<b>Total grandes cultures</b>	<b>- 48</b>	<b>- 0,3</b>	<b>+ 1,2</b>
Jachères	- 46	- 7,1	- 34,0

Sources : Agreste - Statistique agricole annuelle, Enquête « Terres labourables 2010 »  
Estimations mensuelles de conjoncture avril 2011

 Variation positive

d'orge. La sole augmenterait de 3 % en Champagne-Ardenne et diminuerait de 3 % dans le Centre.

Après la récolte de la campagne 2009/2010 estimée à 10,1 Mt, cette prévision de réduction de la sole d'orge entraînerait une baisse de récolte de 0,2 Mt, si le rendement se maintenait au même niveau que celui obtenu lors de la campagne précédente, soit au niveau du rendement moyen quinquennal (64 q/ha).

La France, l'Allemagne et l'Espagne sont les trois plus importants producteurs d'orge de l'UE, et produisent à eux seuls plus de la moitié de la récolte de l'UE. En 2010, la France a obtenu les meilleurs rendements. L'Espagne est le pays européen détenant le plus de surfaces en orge (23 %), mais c'est l'Allemagne qui se place en tête des producteurs d'orge (20 % de la production totale d'orge de l'UE pour 13 % des surfaces), juste devant la France qui détient 12 % des surfaces pour une part de la production évaluée à 19 %.

### La sole de maïs grain perdrait 50 milliers d'hectares

Les surfaces de maïs grain devraient redescendre à 1,5 million d'hectares, ce qui correspondrait à une baisse de

3 % par rapport à 2010. Toutes les principales régions productrices de maïs grain, excepté Poitou-Charentes et Midi-Pyrénées verraient leur surface diminuer. Les quatre premières régions productrices de maïs grain (Aquitaine, Poitou-Charentes, Midi-Pyrénées et Alsace) représentent à elles seules la moitié de la production totale française. La région Aquitaine, première région productrice de maïs grain, devrait perdre plus de surfaces que la moyenne nationale, soit - 6 %. La région Alsace, quatrième région productrice, se situe toutefois au premier rang des régions de la métropole concernant le rapport de la sole de maïs grain à la surface des terres arables régionales, soit 55 % contre 33 % en Aquitaine.

Pour la campagne 2010/2011, la récolte de maïs grain pourrait diminuer de 0,1 Mt par rapport à la campagne précédente, sur la base d'un rendement moyen quinquennal évalué à 91 q/ha. Si le rendement 2011 restait au même niveau qu'en 2010 (89 q/ha), cette baisse de récolte avoisinerait 0,4 Mt et la récolte de maïs grain avoisinerait 13 Mt.

Malgré cette baisse possible de la récolte, la production française devrait garder sa première place au sein des producteurs de maïs grain de l'Union

européenne. En 2010, la récolte française représentait 24 % de la production totale de maïs grain, pour 19 % des surfaces. La Roumanie, deuxième producteur de maïs grain de l'UE, disposait de 16 % de la production totale, pour 28 % des surfaces.

### Les surfaces des oléagineux devraient progresser

La sole de colza devrait augmenter en 2011, avec un peu plus de 1,5 million d'hectares. Elle se situerait à + 3 % par rapport à la moyenne quinquennale 2006-2010 et concernerait toutes les principales régions productrices de colza. Le Centre, première région productrice, devrait augmenter ses surfaces de 4 %. La Champagne-Ardenne et la Bourgogne, deuxième et troisième régions productrices, auraient leurs surfaces qui augmenteraient respectivement de 6 et 1 %.

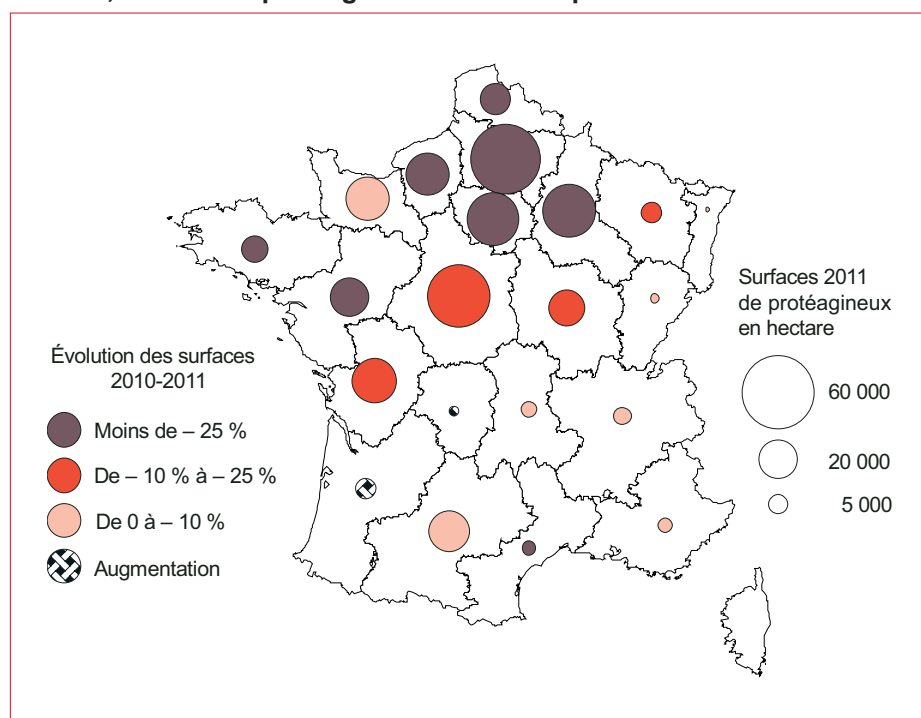
En 2010, la France se situait au deuxième rang des pays de l'Union européenne pour les emblavements de colza, pratiquement au même niveau que l'Allemagne, mais 17 % derrière en raison de rendements inférieurs.

Les semis de tournesol devraient dépasser 700 milliers d'hectares en 2011, augmentant ainsi de 10 milliers d'hectares, soit une légère hausse de 1 % par rapport à 2010, et de 9 % par rapport à la moyenne des cinq dernières années. Cette augmentation ne ferait que répondre à une demande soutenue. En 2010, la France se situait au deuxième rang des pays de l'Union européenne pour les surfaces de tournesol, gagnant une place par rapport à 2009, mais se plaçait au premier rang pour la production, grâce à un niveau de rendement élevé.

### La sole des protéagineux subirait une baisse importante en 2011...

Après avoir fortement augmenté ces deux dernières années grâce aux aides financières, la sole des protéagineux perdrait 21 % pour descendre

### En 2011, la sole des protéagineux serait en repli



Source : Agreste - Statistique agricole annuelle

à 320 000 hectares en 2011. Cette perte résulte d'une part d'une aide par hectare finalement moindre qu'attendu en 2010, en raison du plafonnement de l'enveloppe globale et de surfaces importantes ; d'autre part, des prix très élevés des céréales toujours en concurrence dans l'assolement. Les surfaces de pois baisseraient de 17 % par rapport à 2010 et celles de féveroles, affectées en 2010 par des rendements décevants, accentueraient cette tendance avec une diminution de 28 %. Presque toutes les régions seraient concernées par cette baisse. Cependant, la sole des pois protéagineux dépasserait encore de 19 % la moyenne quinquennale 2006-2010, et celle de la féverole de + 26 %. La Picardie, première région de production de protéagineux, aurait ses surfaces en baisse de 27 %, alors que la baisse de la sole des protéagineux dans le Centre, deuxième région de production, ne serait que de 11 %.

La France est le premier producteur de protéagineux de l'Union européenne, et occupait 33 % des surfa-

ces en 2010, pour 45 % de la récolte totale de l'UE.

### ... et celle de la betterave industrielle marquerait le pas

En 2011, en raison de la poursuite du développement des débouchés pour la fabrication d'éthanol et l'industrie chimique, ainsi que d'une meilleure valorisation des betteraves hors quota, la sole devrait dépasser 390 milliers d'hectares, soit une hausse de 7 milliers d'hectares (+ 2 %). Ces prévisions d'augmentation de la sole concernent également les deux principales régions productrices de betteraves industrielles (Picardie et Champagne-Ardenne), qui représentent plus de 50 % de la production nationale. La région Picardie, première région productrice, augmenterait ses surfaces de 3 %, et concentrerait plus d'un tiers du total des ensemencements de betterave du territoire. La France est le premier producteur de betterave industrielle dans l'Union européenne, et occupait 24 % des surfaces en 2010, pour 30 % de la récolte totale.



## Sources

- En tout début d'année, l'**enquête Terres labourables** est la principale source des estimations de prévisions de semis. Cette enquête est réalisée chaque année par le Service de la statistique et de la prospective (SSP) entre novembre et janvier de l'année suivante. L'objectif essentiel de cette enquête annuelle est d'estimer les rendements des principales cultures en terres labourables aux trois niveaux, départemental, régional et national. Elle sert également à l'estimation précoce de l'évolution des surfaces cultivées. Elle est effectuée par sondage auprès de 13 000 exploitants agricoles. Le questionnement porte sur la surface principale et le rendement de l'ensemble des cultures présentes sur l'exploitation, ainsi que sur les prévisions de semis pour l'année suivante. Concernant ces dernières, il s'agit d'intentions de semis qui, pour certaines cultures, sont encore loin de la période de semis elle-même. C'est la raison pour laquelle les prévisions de début d'année font l'objet d'un ajustement mensuel en cours d'année par le SSP, celui-ci constituant les estimations mensuelles de conjoncture. Ces chiffres officiels actualisés sont publiés chaque mois dans les Infos rapides Grandes cultures et fourrages, consultables sur le site Agreste.
- Statistique annuelle agricole (SAA)
- Revue spécialisée « Semences et Progrès »

## Pour en savoir plus

- dans « Données en ligne - Conjoncture agricole - Grandes cultures et fourrages » pour les séries chiffrées
- dans la rubrique « Conjoncture - Grandes cultures et fourrages » pour les publications Agreste Conjoncture

Les dernières publications Agreste parues sur le thème sont :

- « Les soles de blé tendre et de colza augmenteraient aux dépens du blé dur et de l'orge », Infos rapides Grandes cultures et fourrages n° 3/11, avril 2011
- « Regain de tension sur les marchés des céréales et des oléagineux », Synthèses Grandes cultures n° 2011/137, janvier 2011
- « Production 2010 des grandes cultures et prairies », Bilan conjoncturel 2010, octobre-novembre 2010

# PRODUCTIONS VÉGÉTALES - Grandes cultures

Synthèses Céréales et oléagineux avril n° 2011/144

[Retour éditorial](#)

## Instabilité des marchés des céréales et des oléagineux au premier trimestre 2011

***En fin d'année 2010, les marchés céréaliers et oléagineux ont subi un regain de tensions, qui s'est prolongé début 2011 : les cours ont atteint des sommets, proches des pics de la campagne 2007/2008, sans pour la plupart les dépasser. La flambée des prix s'est brutalement interrompue à partir de mi-février, en raison d'événements exogènes aux marchés. Les cours ont chuté, notamment, suite au retrait des investisseurs des marchés de matières premières. En effet, dans le contexte des tensions politiques en Afrique du Nord et au Moyen-Orient, puis de la catastrophe naturelle et nucléaire au Japon, les investisseurs se sont massivement désengagés des marchés agricoles, craignant une baisse de la demande mondiale. À la fin du premier trimestre, les cours repartent à la hausse. En particulier, les cours du maïs s'envolent, dans un contexte d'offre limitée, et de stocks bas.***

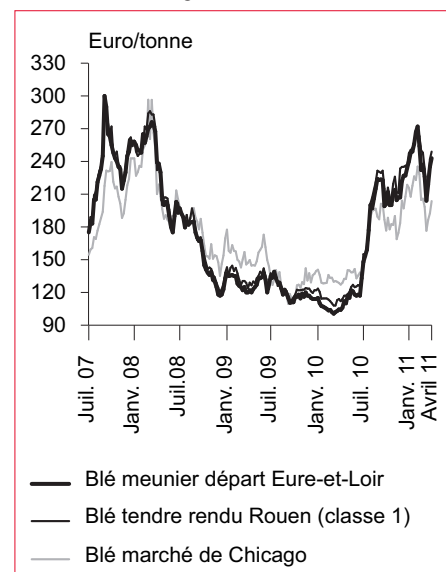
Après neuf mois de campagne 2010/2011, les cours des céréales et des oléagineux sont en hausse considérable par rapport à l'an dernier. En France, sur les neuf premiers mois de campagne, le prix du blé rendu Rouen augmente en moyenne de 85 % et celui du maïs rendu Bordeaux de près de 60 % par rapport à 2009/2010. Ils atteignent des niveaux proches des records de 2007/2008, mais leur sont pour la plupart inférieurs (- 10 % pour le blé, et - 4 % pour le maïs). Malgré une croissance de 65 % par rapport à 2010, les cours du tournesol rendu Bordeaux reculent de 6 % si on les compare avec ceux de 2007/2008, en moyenne des neuf premiers mois de campagne. Seul le colza rendu Rouen, à 430 €/tonne, dépasse de 11 % son précédent record.

### Des sommets de prix atteints début 2011

Début 2011 les cours des principales céréales se renchérissent fortement, jusqu'à culminer à leur valeur la plus élevée depuis le début de la campagne. Les prix du blé tendre rendu Rouen sur le marché français ont considérablement progressé fin janvier, pour atteindre un sommet le 9 février. Le blé meunier départ Eure-et-Loir, notamment, s'est juché à 272 €/tonne, atteignant presque le pic de 276 €/tonne observé à la mi-mars 2008.

En février 2011, le prix moyen du blé tendre rendu Rouen s'élève à plus de 260 €/tonne, le blé meunier à 256 €/tonne. Au niveau mondial, le blé tendre vaut 220 €/tonne en moyenne

### Blé tendre : forte hausse des cours en janvier



Source : La Dépêche

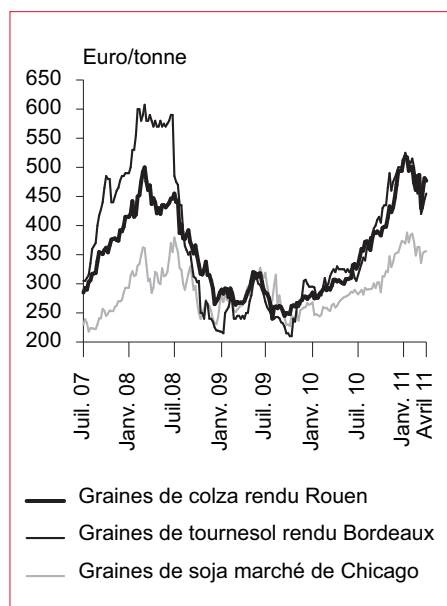
sur janvier-février à Chicago. Il culmine le 9 février à 235 €/tonne, restant toutefois en deçà des records de la campagne 2007/2008.

Les prix du **maïs** sont très hauts entre la mi-janvier et début mars. En moyenne, les cours du maïs Fob Bordeaux s'élèvent à 231 €/tonne en janvier, et 228 €/tonne en février (+ 76 % par rapport à l'an dernier). À Chicago, le maïs parvient à 190 €/tonne en moyenne sur les deux premiers mois de l'année. Des pics de prix sont atteints début mars, avec 207 €/tonne à Chicago, et 224 €/tonne en France.

Mi-janvier, les oléagineux ont franchi des sommets à plus de 520 €/tonne pour le colza et le tournesol au niveau national. Le colza dépasse les records de 2007/2008, se rapprochant du tournesol.

Les cours du complexe soja, à Chicago, ont profité conjointement de la flambée des prix de l'huile de palme et de l'explosion des cours du pétrole. En effet, le pétrole brut « Brent » à Londres, en hausse depuis octobre 2010, s'élève en moyenne à 76 euros le baril au cours du premier trimestre 2011. L'huile de soja s'établit à 845 €/tonne au premier trimestre, progressant de 38 % par rapport à l'an dernier sur les neuf premiers

### Les cours du colza atteignent des records



Source : La Dépêche

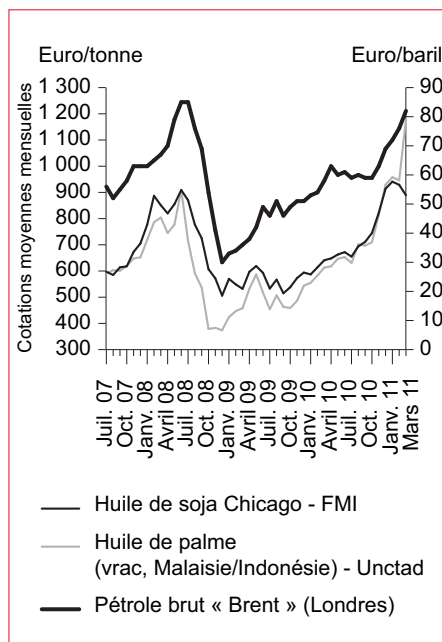
mois de campagne. La graine et le tourteau augmentent un peu plus modérément (+ 30 et + 17 %).

### L'actualité internationale pousse ensuite les cours à la baisse

Suite à ces fortes progressions en tout début d'année, les cours subissent une lourde chute, surtout ceux du blé. Notamment, le blé meunier départ Eure-et-Loir a perdu près de 40 €/tonne entre le 9 et le 23 février. Cette chute des cours s'est poursuivie jusqu'à la mi-mars.

Le maïs Fob Bordeaux s'abaisse à son niveau d'octobre. À Chicago, il perd plus de 25 €/tonne en quinze jours pour descendre à 181 €/tonne à la mi-mars. Ces deux vagues de décrochage des prix, fin février puis mi-mars, ont été en partie causées par le retrait

### Les cours des huiles accompagnent la flambée des prix du pétrole



Sources : La Dépêche, Insee, FMI, Unctad

massif des investisseurs des marchés des matières premières. Les opérateurs ont en effet craint une baisse de la demande mondiale. En février, les inquiétudes se sont portées sur les crises politiques affectant plusieurs pays d'Afrique du Nord et du Proche-Orient, qui s'accompagnent de la flambée des cours du pétrole. Ensuite, la situation extrêmement critique au Japon – dévasté par un violent séisme et un tsunami, puis soumis à une crise nucléaire – a amplifié ces inquiétudes.

### Nouveau raffermissement des cours en fin de trimestre, surtout pour le maïs

Fin mars, les prix des céréales et des oléagineux augmentent de nouveau. Le **maïs** rendu Bordeaux s'élève à 212 €/tonne en moyenne sur les deux dernières semaines de mars, soit son niveau moyen de décembre. Au niveau mondial, le maïs à Chicago s'établit à 193 €/tonne pour le mois de mars. La hausse des cours est favorisée par l'annonce d'un bilan mondial de plus en plus tendu. D'après le Conseil international des céréales (CIC), le ratio stocks/consommation chuterait à 14 %. Les stocks reculeraient de 22 %, à 118 Mt. Au 1<sup>er</sup> mars, les stocks de maïs aux États-Unis seraient en retrait de 15 % par rapport à 2009/2010, selon l'United States department of agriculture (USDA).

Début avril, les cours du maïs augmentent encore, à des niveaux plus hauts que ceux de l'été 2008, grimpant à 213 €/tonne à Chicago. De même, sur les neuf premiers mois de campagne, le prix du maïs rendu Bordeaux ne se situe que 4 % en dessous de son niveau de 2007/2008.

Le cours du **blé** meunier français s'élève à 227 €/tonne en moyenne sur la dernière quinzaine de mars, et les

### Lourde chute des cours du blé entre le 9 février et le 16 mars 2011

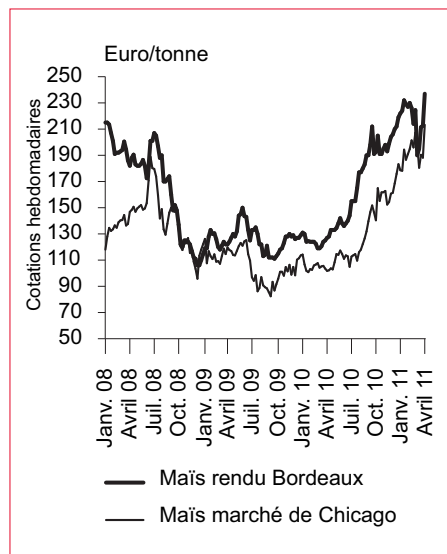
Unité : euro/tonne

	9 février 2011	23 février 2011	16 mars 2011
Blé tendre meunier départ Eure-et-Loir	272	232	204
Blé tendre Chicago	235	205	177

Source : La Dépêche

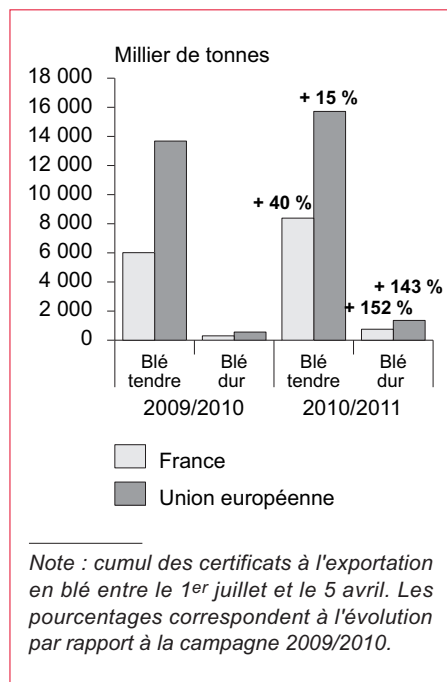
cours à Chicago à 190 €/tonne. Début avril, les prix progressent encore, mais restent inférieurs aux records de la campagne 2007/2008. Cette nouvelle tendance à la hausse des cours du blé, renforcée par l'augmentation des cours du maïs, est due à des inquiétudes concernant les perspectives de récolte dans l'hémisphère Nord plutôt qu'à de

### Les prix du maïs atteignent des sommets début avril 2011



Source : La Dépêche

### Rebond des certificats à l'exportation de blé



Source : FranceAgriMer

nouvelles tensions du bilan mondial du blé. Celui-ci demeure moins tendu que le bilan du maïs, avec des stocks de fin campagne pourtant prévus en baisse de 6 % par rapport à l'an dernier, selon le CIC. Les inquiétudes concernent en particulier la prochaine récolte aux États-Unis, où une sécheresse dans les plaines du Centre et du Sud aurait affecté le blé d'hiver. Par ailleurs, la Fédération de Russie pourrait poursuivre son embargo sur les exportations de blé jusqu'à la fin de l'année prochaine, accentuant la tension sur les cours.

En France, les exportations de blé tendre sont toujours en forte hausse par rapport à l'an passé (+ 27 % sur les sept premiers mois de campagne). De juillet 2010 à avril 2011, la France a obtenu

plus de la moitié des certificats à l'exportation européens en blé tendre.

Cependant, le rythme de la première moitié de campagne semble un peu s'essouffler début 2011.

Les cours des **oléagineux**, comme ceux des céréales, se renchérissent à nouveau au cours des deux dernières semaines de mars. À Chicago, l'huile de soja augmente particulièrement, à 850 €/tonne début avril. Sur les neuf premiers mois de campagne, elle est en hausse de près de 38 % par rapport à 2010.

Les cours français du colza sont poussés à la hausse par la faiblesse de l'offre européenne, et par la fermeté du complexe soja.

### Dynamisme du marché du blé dur

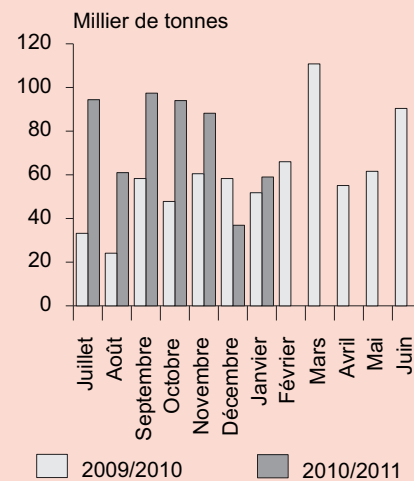
Le marché français du **blé dur** est particulièrement dynamique au cours de la campagne 2010/2011. Favorisée par une production abondante (+ 22 % par rapport à l'an dernier), la collecte de blé dur s'accroît de 19 % selon FranceAgriMer. La commercialisation a par ailleurs renoué avec des rythmes plus rapides : la collecte des huit premiers mois de campagne représente 80 % de la production contre 72 % dans la campagne précédente.

Nord (+ 35 % à sept mois de campagne), majoritairement l'Algérie et l'Égypte, clients habituels de la France, mais aussi le Maroc.

Parallèlement, les cours du blé dur sont en nette augmentation par rapport à l'an dernier (+ 43 % pour le blé dur rendu Port La Nouvelle, en moyenne sur les neuf premiers mois de campagne).

La collecte est stimulée par le dynamisme à l'exportation : malgré un léger repli en décembre, les exportations françaises de blé dur augmentent fortement par rapport à la campagne précédente. Elles ont bondi de près de 50 %, en cumul sur les sept premiers mois, encouragées par une demande soutenue de l'Union européenne (+ 60 %). En particulier, elles progressent de 85 % vers l'Italie – premier acheteur de blé dur français, et mondial – représentant plus de 40 % des exportations à destination du marché communautaire. Les exportations de blé dur augmentent aussi vers l'Allemagne, l'ensemble Belgique-Luxembourg, et le Royaume-Uni. Vers les pays tiers, la demande est portée par les pays d'Afrique du

### Dynamisme des exportations françaises de blé dur à destination de l'Union européenne



Source : DGDDI (Douanes)

### Sources et définitions

- Les données de production européennes sont fournies par l'organisme statistique européen : [www.epp.eurostat.ec.europa.eu](http://www.epp.eurostat.ec.europa.eu)
- Les cotations mondiales (hors Chicago) et les bilans français provisoires (2009/2010) et prévisionnels (2010/2011) sont fournis par FranceAgriMer.
- Les bilans mondiaux sont établis par le Conseil International des Céréales et l'USDA : [www.igc.org.uk](http://www.igc.org.uk) et [www.usda.gov/oce/commodity/wasde/index.htm](http://www.usda.gov/oce/commodity/wasde/index.htm)
- Les cotations françaises et à Chicago sont reprises de l'hebdomadaire La Dépêche - Le Petit Meunier.

### Pour en savoir plus

- dans « Données en ligne - Conjoncture agricole - Grandes cultures et fourrages » pour les séries chiffrées
- dans la rubrique « Conjoncture - Grandes cultures et fourrages » pour les publications Agreste Conjoncture

Et aussi dans les publications Agreste :

- « Les soles de blé tendre et de colza augmenteraient aux dépens de celle du blé dur et de l'orge », Infos Rapides Grandes cultures n° 2/10, avril 2011
- « Regain de tensions sur les marchés des céréales et des oléagineux », Synthèses Grandes cultures n° 2011/137, janvier 2011
- « La baisse des rendements affecte la récolte des céréales », Infos Rapides Grandes cultures n° 9/10, novembre 2010
- « Exportations records pour les États-Unis et la France, en l'absence de la Russie sur le marché du blé tendre », Synthèses Grandes cultures n° 2010/129, octobre 2010

[Retour éditorial](#)

## Une campagne difficile pour les légumes d'hiver

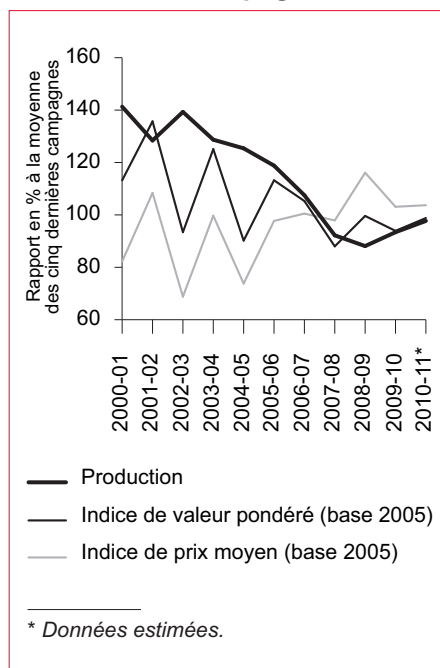
**L**a campagne de légumes d'hiver 2010/2011 se déroule dans un marché calme. La neige au mois de décembre perturbe les livraisons et entraîne une baisse des volumes mis en marché. Les prix réagissent à la hausse. Mais, dès le mois de janvier, le marché routinier rencontre des difficultés de commercialisation pour l'ensemble des légumes, carotte, chou-fleur, endive, salade et poireau. Les prix se positionnent alors à un niveau parfois bas.

### Carotte : une campagne de commercialisation inférieure à la moyenne quinquennale

En France, les surfaces cultivées pour la carotte en frais sont en reprise régulière depuis ces quatre dernières campagnes et enregistrent en 2010/2011 une progression de 3 % par rapport à la campagne précédente. De fait, la production de carotte en frais, qui s'élève à 331 000 tonnes augmente également de 5 %. La répartition mensuelle des volumes récoltés diffère toutefois de celle de l'an passé. Les volumes ont été plus importants que d'ordinaire entre le mois d'octobre et celui de février.

Les échanges commerciaux avec l'ensemble des pays ont été plutôt moins dynamiques que précédemment depuis le début de cette dernière campagne entre mai et janvier. Pour la campagne 2010/2011, le solde du

### Carotte : un indice de valeur de la production dans la moyenne des dernières campagnes



Sources : Insee, Agreste

commerce extérieur est négatif avec un déficit de 12 400 tonnes sur cette période alors que, sur la moyenne quinquennale de ces mêmes mois, il est excédentaire de 7 000 tonnes. Les exportations de carottes se réduisent d'année en année. La baisse enregistrée depuis mai 2010 est de 23 % par rapport à la moyenne quinquennale des exportations de carottes. Les importations enregistrent contrairement aux années précédentes une légère baisse depuis le début de cette campagne, par rapport à l'an passé et à la moyenne quinquennale sur cette période (- 1 %).

Entre la hausse de la production nationale et la forte baisse des exportations, l'offre de carottes sur le marché est restée supérieure à la moyenne quinquennale, durant la quasi-totalité des mois de la campagne de commercialisation 2010/2011. Seuls les mois de mai, de décembre et janvier ont proposé des

volumes mis en marché à peine inférieurs à cette moyenne. Dès le début de la campagne, la commercialisation de la carotte se déroule dans un marché calme. Ponctuellement, le marché s'anime avec une demande à l'exportation un peu plus active mais qui reste toutefois toujours assez discrète. Les prix inférieurs à ceux de l'an passé se maintiennent dans la moyenne de ces cinq dernières années. C'est dans ce contexte de marché atone que la carotte de conservation se met en place. Il faut attendre la rentrée, en septembre, pour retrouver un peu d'activité sur ce marché, malgré tout freiné par la douceur des températures. Le marché ne s'activera véritablement qu'à l'arrivée des températures plus fraîches à partir d'octobre avec également la mise en place d'actions promotionnelles. La neige du mois de décembre a perturbé les livraisons, faisant également reculer le disponible sur les marchés.

Ce déséquilibre ponctuel, entre offre et demande, permet aux cours d'être revalorisés. Après l'habituelle baisse d'activité durant les fêtes de fin d'année, celle-ci s'anima ponctuellement dans un marché plutôt calme où les prix peuvent être plus discutés. En effet, l'offre sur les marchés, pourtant plus limitée que la moyenne des années passées, fait face à un consommateur qui se détourne de ce produit d'hiver. L'indice de valeur de la production de la campagne de commercialisation de la carotte devrait se situer au-dessus de celui plutôt décevant de l'année dernière et légèrement inférieur à la moyenne des cinq dernières années.

### Chou-fleur : commercialisation plus difficile que les années précédentes

Avec près de 22 600 hectares, les surfaces cultivées pour le chou-fleur sont en hausse de 2 % pour cette campagne 2010/2011, contrairement aux campagnes précédentes. La production, pour autant, est quasiment stable par rapport à celle de l'an passé, mais supérieure à celle de la moyenne quinquennale de 3 %. Les premiers mois de campagne de production, les volumes produits sont inférieurs à

ceux de la moyenne quinquennale et le resteront jusqu'au mois de décembre. La production de choux-fleurs d'hiver est en revanche estimée en hausse de 24 % par rapport à la moyenne des cinq dernières campagnes.

Le solde du commerce extérieur est excédentaire (48 300 tonnes de juin 2010 à janvier 2011). Sur cette période, les exportations ont été dynamiques, supérieures à celles de l'an passé et dans la moyenne. Un net ralentissement s'est produit en décembre, les intempéries perturbant à la fois la pousse des choux-fleurs et leurs livraisons partout en Europe. Les importations sont en baisse sur cette même période par rapport à cette même moyenne.

Depuis le début de la campagne de commercialisation, l'offre en choux-fleurs sur les marchés est inférieure aux volumes moyens des cinq dernières campagnes. Malgré tout, sa commercialisation est marquée par des difficultés, dues à l'inadéquation entre l'offre et la demande. Toutefois, en août, les volumes limités en Europe permettent un temps une amélioration du marché français. Puis, la montée en

puissance des volumes rend le marché compliqué. Celui-ci restera fluide, soutenu par le transfert de produits vers les industries de transformation. L'épisode neigeux de décembre désorganise les ventes à cause des difficultés d'acheminement. De plus, l'anticipation des coupes réduit les calibres.

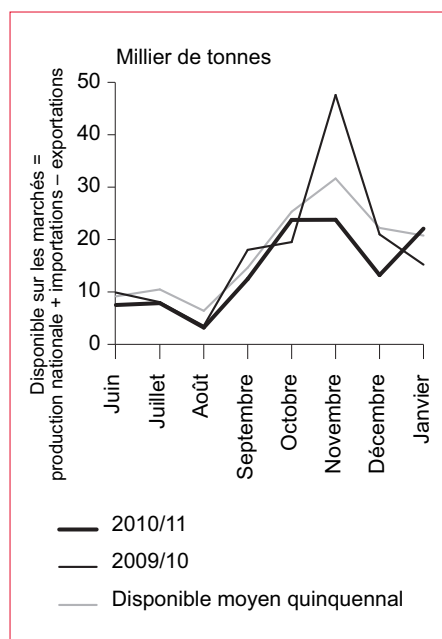
Cette production réduite provoque une nette hausse des cours, limitant parfois la demande du client aussi bien à l'exportation que sur le marché intérieur. Au mois de janvier, le retour de températures douces engendre un développement des volumes ayant un effet négatif sur les prix. Cette situation plus discutée va perdurer en février. Malgré la concurrence des produits espagnols et italiens, la fluidité du marché sera assurée grâce aux exportations et aux industries de transformation. Les prix sont toutefois d'un niveau inférieur à celui de la moyenne des cinq dernières campagnes. À ce stade, la campagne de commercialisation reste proche de la moyenne malgré une fin de campagne difficile. L'indice de valeur de la production devrait se situer en dessous de celui de l'an passé mais également légèrement en dessous de la moyenne quinquennale.

### Poireau : délicate campagne de commercialisation

Les surfaces en poireau diminuent par rapport à la campagne précédente. La production est donc en baisse de 4 % par rapport à l'an dernier et atteint 161 500 tonnes. Pour certains producteurs, la pérennité de cette culture serait remise en question à cause de la commercialisation décevante des deux dernières campagnes.

La commercialisation du poireau d'hiver se met en place dans un contexte de marché du poireau primeur, correct. Les concurrences interrégionales et européenne (Belgique) s'activent dans un marché fragile. Quelques problèmes de qualité du produit créent ponctuellement des difficultés. Le temps froid et neigeux complique la récolte et le transport dans l'ensemble de l'Europe. L'offre nationale réduite et la concurrence limitée permettent une nette augmentation des cours en décembre. Toutefois, dès janvier, le

### Chou-fleur : un disponible sur les marchés limité



Sources : DGDDI (Douanes), Agreste

marché est à nouveau routinier. Les prix baissent nettement. Les transactions à l'exportation permettent de maintenir un certain équilibre du marché. La campagne de commercialisation du poireau est, comme pour la plupart des légumes d'hiver, assez décevante.

### Endive : équilibre difficile entre l'offre et la demande

Les surfaces cultivées pour les racines d'endives sont en baisse comme les années précédentes. Sur les cinq dernières campagnes, cette baisse est de

16 % et entraîne une baisse de la production de racines d'endives de 4 %. La production de chicons diminue également de 6 % se situant à 208 000 tonnes pour la campagne 2010/2011. Ce niveau correspond à un retour à la normale après le bas niveau de production de l'an passé. Côté commerce extérieur, les exportations sont inférieures à la moyenne des cinq dernières campagnes sur les cinq premiers mois de la campagne mais supérieures à 2009/2010. Les importations sont en recul.

Les campagnes de production et de commercialisation de l'endive débutent en septembre. Sur ces premiers mois de commercialisation, l'offre mensuelle disponible sur les marchés est inférieure au niveau de la moyenne des cinq dernières campagnes. Elle est toutefois supérieure aux volumes de l'an passé. Malgré cette offre limitée, le marché de l'endive se dégrade. Les actions promotionnelles permettent un temps l'écoulement du produit mais les prix baissent rapidement. Le manque de demande et la concurrence des autres salades se ressentent. Comme pour les autres légumes, les mauvaises conditions climatiques du mois de décembre perturbent la commercialisation des endives. Des stocks sont constitués.

Des écarts de prix seront notés du fait de la qualité hétérogène des produits. La commercialisation reste difficile. La Bretagne semble mieux résister à cette situation critique. L'endive reste sous consommée. Les prix sont en dessous de la moyenne quinquennale. Cette situation rappelle celle de l'ensemble des salades, particulièrement compliquée cette année. À cette date, la cam-

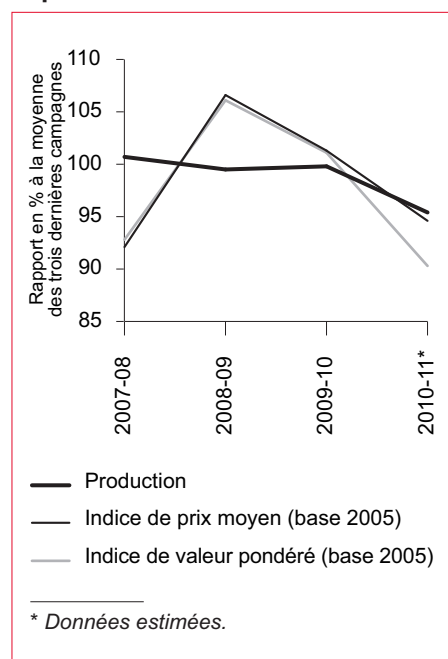
pagne de commercialisation de l'endive semble partie pour être décevante.

### Salade d'hiver : commercialisation en situation de crise

Les surfaces pour la production de salade d'hiver, laitue et chicorée continuent à se réduire. Les surfaces en chicorées baissent de 7 % par rapport à l'an passé et de 14 % par rapport à la moyenne quinquennale. Celles des laitues diminuent de 3 % sur un an et de 9 % sur les cinq dernières années. De fait, la production finalement commercialisée, en léger retrait par rapport au potentiel initial, est également en baisse de 6 % pour la chicorée et de 5 % pour la laitue par rapport à l'an passé. Cette baisse qui touche toutes les variétés, est encore plus marquée par rapport aux cinq dernières années avec un recul de 17 % pour la chicorée et de 16 % pour la laitue. L'ensemble des variétés est concerné.

La commercialisation de la salade d'hiver a débuté dans un marché déséquilibré entre l'offre et la demande. Comme les autres légumes au mois de décembre, la neige et le froid permettront une augmentation des cours d'où une amélioration ponctuelle du marché. Cette situation sera de courte durée. Courant janvier, les difficultés s'installent sur ce marché. Les prix chutent car la demande est faible face à une offre conséquente. Les variétés de chicorée semblent mieux résister que celles de laitue. La dégradation du marché de la salade se poursuit et gagne l'ensemble des variétés. Ce marché entre en crise conjoncturelle au sens du Service national des marchés en février. Cette campagne fait suite à celle déjà décevante de l'an passé.

### Poireau : valorisation de la production décevante



Sources : Insee, Agreste



## Sources et définitions

### Méthodologie

- Les données de la production des légumes frais et des légumes destinés à la transformation industrielle, sont extraites de la SAA. Le champ porte sur la culture nationale des légumes suivants : artichauts, asperges, céleris-branchedes, choux-fleurs, choux à choucroute, endives, poireaux, épinards, chicorées frisées et scaroles, laitues, persil, concombres, courgettes, melons, tomates, ail, carottes, céleris raves, navets potagers, oignons, radis, salsifis et scorsonères, petits pois, haricots à écosser et demi-secs, haricots verts.
- Pour analyser le commerce extérieur en légumes frais et en légumes transformés, ont été étudiés principalement les postes des codes douaniers NC8 des postes de la nomenclature harmonisée SH2, postes « 07 » et « 20 », qui concernent la première transformation des légumes. Ont été exclus du champ des légumes les olives, les poivrons et piments utilisés dans l'industrie non alimentaire, les jets de bambou, les betteraves, mais ont été inclus les melons (SH « 08 »).
- Ne sont pas pris en compte les plats préparés à base de légumes y compris pommes de terre, les soupes et potages, car la part des légumes ne peut pas être distinguée, ainsi que la sauce tomate.
- Toutes les formes de cultures ne sont pas comprises dans la SAA ; les deux champs qui ont servi de cadre à l'analyse, ne sont donc pas identiques, mais s'articulent assez bien et présentent un bon cadre général.

### Définitions

- Disponible = Taux d'auto-provisionnement = Production/(Production + Importations – Exportations)
- Indicateur du chiffre d'affaires = prix moyen calculé \* production estimée/100 000

### Sources

- Prévisions de production issues de l'enquête de conjoncture légumes : Service de la statistique et de la prospective
- Prix : Insee, FranceAgriMer - RNM (Réseau des nouvelles des marchés)
- Commerce extérieur : DGDDI (Douanes)

## Pour en savoir plus

- dans « Données en ligne - Conjoncture agricole - Légumes » pour les données chiffrées
  - dans la rubrique « Conjoncture - Légumes » pour les publications Agreste Conjoncture
- Les dernières publications Agreste parues sur le thème sont :
- Les Infos rapides « Carotte », « Chicorée », « Chou-Fleur », « Endive », Laitue » et « Poireau »
  - « Fruits et légumes : intempéries, importations limitées avec des prix en hausse en 2010 », Synthèses Légumes n° 2010/130, octobre 2010
  - « 2009 : l'année des difficultés pour les légumes d'été », Synthèses Légumes n° 2009/91, octobre 2009
  - « Légumes d'hiver : le froid hivernal fait grimper les prix », Synthèses Légumes n° 2009/75, juin 2009
  - « Les intempéries limitent la production des légumes d'hiver », Synthèses Légumes n° 2009/64, mars 2009
  - « Légumes : une fraîcheur estivale peu favorable aux prix à la production », Synthèses Légumes n° 2009/47, octobre 2008
  - « Campagne moyenne pour les légumes d'hiver », Synthèses Légumes n° 2009/77, juin 2008
  - « Chou-fleur en légère reprise dans la campagne 2007/2008 », Synthèses Légumes n° 2009/17, avril 2008
  - « Le déficit des échanges de légumes frais continue de se creuser en 2007 », Synthèses Légumes n° 2009/12, mars 2008

[Retour éditorial](#)

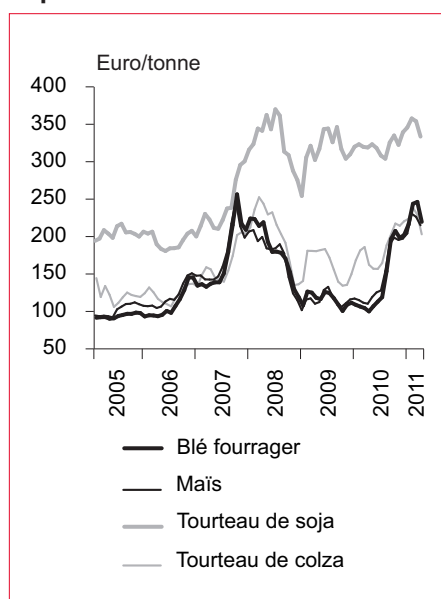
## Renchérissement des aliments pour animaux

**L**es prix de marché des matières premières de l'alimentation animale subissent l'envolée générale des cours des céréales et des oléagineux de juin 2010 à février 2011. Les prix d'achat par les agriculteurs des aliments simples et des aliments composés nécessaires à la production animale suivent ce mouvement, de façon amortie et lissée, selon l'indice des prix d'achat des moyens de production agricole. La hausse des prix des aliments composés est d'autant plus forte que leur teneur énergétique, procurée par les céréales, est grande, et que la composante protéinée provenant des tourteaux est faible. Les coûts de production des porcins sont les plus touchés par l'augmentation des prix des aliments depuis le deuxième semestre 2010. Les évolutions des prix à la production des animaux paraissent peu influencées par celles des prix de l'alimentation animale. Seuls les prix à la production de la volaille s'adaptent rapidement au prix de l'aliment, du fait de la forte intégration de cette production.

### Flambée des cours des matières premières de l'alimentation animale

Depuis juin 2010 les prix de marché des matières premières agricoles s'élèvent fortement. Les cours des produits agricoles utilisés pour l'alimentation des animaux subissent des hausses comparables à celles qui ont été constatées lors de la précédente flambée des cours en 2007/2008. En un an, entre février 2010, où les cours des céréales étaient bas, et février 2011, le cours du blé fourrager est multiplié par 2,4, celui du maïs par 2 et celui de l'orge par 2,5. Les cours des tourteaux augmentent aussi sur cette période, de façon moins spectaculaire car ils sont demeurés à un niveau élevé, après leur maximum atteint en 2008. Ainsi, entre février 2010 et février 2011, le cours du tourteau de soja s'élève de

### Des cotations en forte hausse depuis le deuxième semestre 2010



Source : La Dépêche - Le Petit Meunier

11 %. Celui du tourteau de colza, dont les prix étaient bien redescendus en 2009/2010, s'accroît de 23 %.

Les cotations reculent au milieu du mois de mars 2011, puis retrouvent leur tendance à la hausse.

L'indice de prix des matières premières entrant dans l'alimentation animale (Ipa), publié par La Dépêche - Le Petit Meunier, synthétise ces fortes évolutions. Il s'élève de 66 % de février 2010 à février 2011. Il dépasse alors de 10 % le sommet atteint en mars 2008, lors de la précédente flambée des prix.

### Répercussions lissées sur les prix d'achat de l'alimentation animale

L'indice des prix des moyens de production agricoles (Ipampa) permet de

suivre l'évolution des prix d'achat des aliments des animaux (cf. encadré). Deux sortes d'aliments sont suivis : les aliments simples, tels que les céréales ou les tourteaux, et les aliments composés provenant des fabricants, et classés selon les animaux destinataires.

Pour ces deux sortes d'aliments, les évolutions des prix d'achat répercutent les tendances des marchés. Cependant elles apparaissent lissées par rapport à la volatilité des prix de marché des matières premières. On observe aussi un décalage dans le temps de deux ou trois mois de la répercussion auprès des agriculteurs. De février 2010 à février 2011, les prix d'achat des aliments simples s'élèvent de 18 % et ceux des aliments composés de 21 %.

Ce lissage traduit le rôle modérateur de l'optimisation des formules de composition des aliments, du stockage et de la contractualisation des achats de matières premières par les fabricants, et de la modulation des marges, traditionnelle aux stades de revente. Ce lissage s'observe pour les aliments simples et les aliments composés, mais apparaît un peu plus accentué pour les

aliments composés, grâce au rôle prépondérant de la formulation de ces aliments.

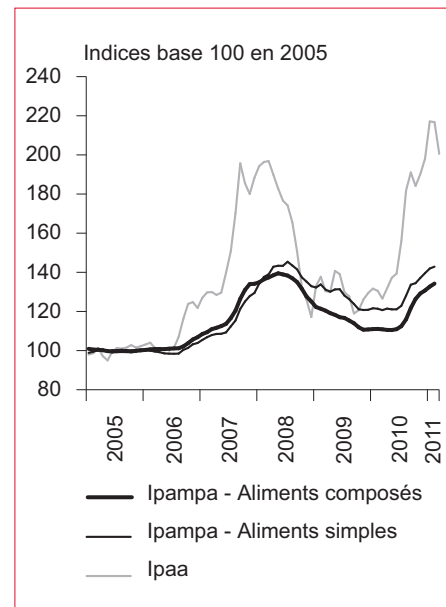
### Matières premières riches en énergie ou en protéines : évolutions différenciées

Les fluctuations ont plus d'ampleur pour les matières premières sources d'énergie, comme les céréales, que pour les matières premières sources de protéines, telles que le tourteau de soja. L'Ipampa des céréales et sous-produits céréaliers s'élève de février 2010 à février 2011 de 51 %. Cette forte hausse est à mettre en parallèle avec l'envolée des cotations sur les marchés du blé (+ 136 %) et du maïs (+ 103 %).

Le tourteau de soja, principale source en protéines de l'alimentation animale, présente un profil d'évolution des prix très différent. En effet, après sa hausse de 2007/2008, le prix de marché du tourteau de soja n'est redescendu que partiellement fin 2008, puis a suivi une tendance à la hausse de 2009 à 2011. Dans l'Ipampa, le prix d'achat de cet aliment simple augmente en février de 6 % sur un an, pendant que la cotation du marché s'élevait environ du double (+ 11 %).

Le cours du tourteau de colza a des évolutions beaucoup plus marquées. Sa hausse récente (en février + 23 % sur un an) fait suite à un creux en 2009. L'Ipampa de ce produit suit ces mouvements en les lissant, et s'élève de 24 % en un an.

### Hausse des prix d'achat des aliments pour animaux à partir de mi-2010



Sources : Indice des prix des matières premières en disponible, entrant dans l'alimentation animale (Ipa) : La Dépêche - Le Petit Meunier  
Indice des prix d'achat des moyens de production agricole (Ipampa) : Insee, Agreste

### L'Ipampa, un indice du prix d'achat des consommations intermédiaires agricoles

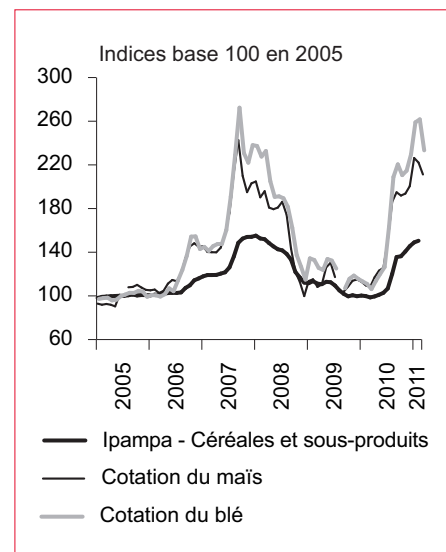
L'indice des prix d'achat des moyens de production agricole (Ipampa) permet de suivre mensuellement l'évolution des prix d'achat des biens et des services utilisés par les agriculteurs pour leur exploitation agricole. Les prix sont relevés auprès des vendeurs de produits nécessaires aux exploitations. L'indice est établi au niveau national.

L'Ipampa est publié par l'Insee et le SSP vers la fin du mois qui suit le mois de collecte. Lorsqu'on dispose de l'indice mensuel pour les douze mois d'une année, un indice annuel

est calculé. Il est la moyenne simple des douze indices mensuels.

L'Ipampa est en base 100 en 2005, ce qui veut dire que l'indice annuel est égal à 100 en 2005. Le calcul de l'indice utilise des pondérations des produits qui traduisent l'importance relative de ces produits dans les consommations intermédiaires des agriculteurs en 2005. Ces pondérations sont fixes. Le changement de base de l'indice, effectué chaque cinq ans, est l'occasion de réviser ces pondérations. Les précédentes bases de l'Ipampa étaient 2000 et 1995.

### Des prix d'achat des céréales loin des cotations qui flambent



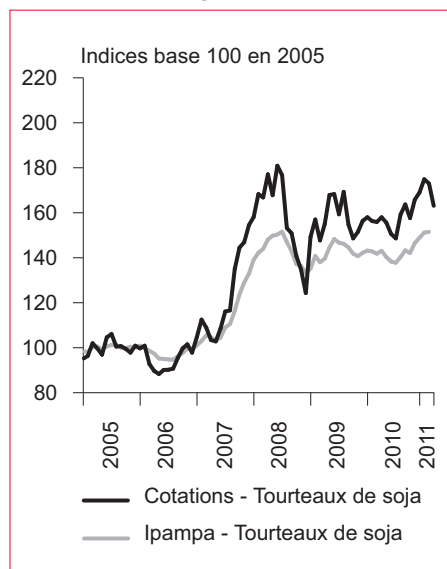
Sources : Indice des prix des matières premières en disponible, entrant dans l'alimentation animale (Ipa) : La Dépêche - Le Petit Meunier  
Indice des prix d'achat des moyens de production agricole (Ipampa) : Insee, Agreste

## Les prix des aliments composés évoluent différemment selon leur composition

Les aliments composés sont fabriqués à partir d'ingrédients riches en énergie ou riches en protéines, en proportion variable selon les animaux destinataires. Le marché des céréales, princi-

pale source d'énergie, est marqué par une volatilité plus grande des cours que le marché des matières premières riches en protéines, telles que les tourteaux. L'évolution des prix des aliments composés reflète cette différence. On constate une amplitude plus grande des variations de prix, à la hausse comme à la baisse, des aliments pour porcins, plus pauvres en tourteaux de soja, que des aliments pour volailles. Les aliments pour herbivores, qui contiennent moins de céréales et plus de tourteaux, ont des fluctuations de prix plus faibles.

## Le prix d'achat du tourteau de soja est peu redescendu après la flambée des prix de 2007/2008



Sources : Cotations : La Dépêche - Le Petit Meunier  
Indice des prix d'achat des moyens de production agricole (Ipampa) : Insee, Agreste

De février 2010 à février 2011, la hausse atteint ainsi + 31 % pour l'aliment porcins, alors qu'elle se limite à + 18 % pour la volaille et à + 16 % pour les gros bovins. En sens inverse, entre mai 2008 et février 2010, le prix d'achat des aliments composés baissait de 29 % pour les porcins, de 18 % pour la volaille et de 16 % pour les gros bovins.

## La charge de l'alimentation animale est plus forte pour les élevages hors-sol

L'achat d'aliments pour animaux pèse plus lourd dans les filières d'élevage hors sol (porcins et volailles). D'après

le Réseau d'information comptable agricole (Rica), cet achat représente, en 2009, 67 % des consommations intermédiaires dans l'Otex (orientation technico-économique des exploitations) « Granivores » qui regroupe les élevages à dominance porc ou volaille. Ils sont logiquement plus faibles dans les Otex herbivores : 24 % pour l'Otex « Bovins élevage et viande », 25 % pour l'Otex « Bovins-lait », et 32 % pour l'Otex « Ovins, caprins et autres herbivores ».

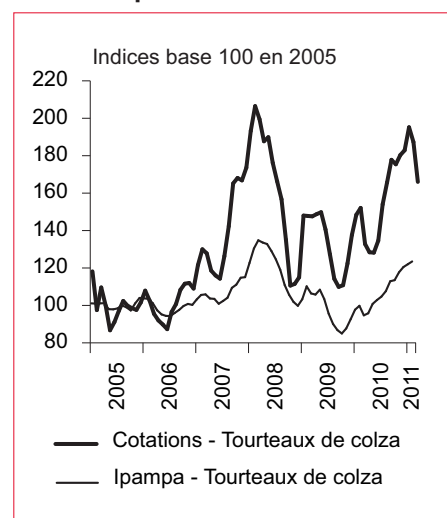
L'ensemble des coûts des moyens de production varie de façon plus ample pour les exploitations hors-sol (porcins et volailles) que pour les élevages d'herbivores. Partis d'un point plus bas en février 2010, les prix des intrants pour les exploitations hors-sol croissent en un an de 18,2 %, soit quasiment le double que pour les élevages d'herbivores (+ 9,6 %).

Cette différence d'amplitude s'explique par la place de l'alimentation animale dans l'ensemble des coûts, mais aussi par les évolutions de plus grande ampleur des prix de l'aliment porcins.

## Indépendance entre l'évolution des prix de l'alimentation animale et celle des prix des animaux

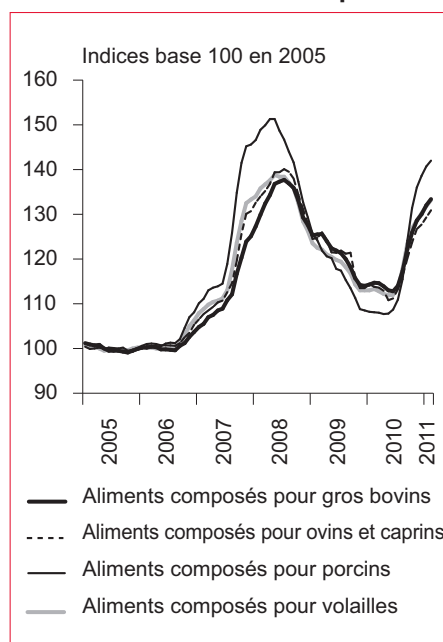
Les prix de l'alimentation animale ont connu depuis 2007 trois périodes de forte variation, à la hausse, puis à la

## Le prix d'achat du tourteau de colza remonte après son creux de fin 2009



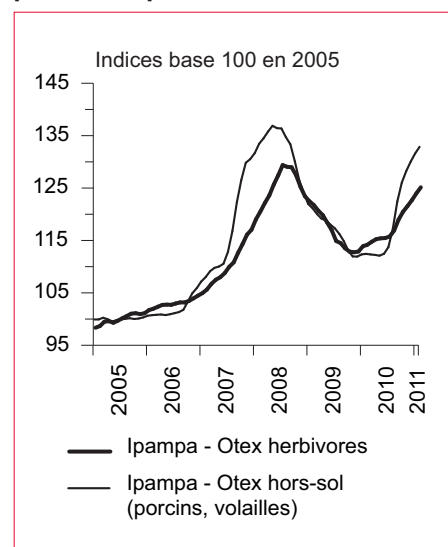
Sources : Cotations : La Dépêche - Le Petit Meunier  
Indice des prix d'achat des moyens de production agricole (Ipampa) : Insee, Agreste

## Fluctuations plus fortes pour les aliments destinés aux porcins



Sources : Indice des prix d'achat des moyens de production agricole (Ipampa) : Insee, Agreste

## Les coûts des intrants varient plus pour les exploitations hors-sol



Sources : Insee, Agreste - Ipampa des deux Otex (ensemble des intrants)

baisse, enfin de nouveau à la hausse. Durant ces périodes, les évolutions des prix à la production des animaux, qui résultent de la confrontation de l'offre et de la demande sur leur marché, paraissent peu touchées par celles des prix de l'alimentation animale. Plus en aval des filières, les évolutions des prix de vente de l'industrie des viandes sont par contre en résonance avec celles des prix à la production des animaux. Enfin, en sortie du commerce, les prix à la consommation de la viande présentent un profil très régulier.

La formation du prix à la production des porcins est marquée par une composante cyclique et une forte saisonnalité, sans lien marqué avec les fluctuations de prix de l'alimentation. En 2007, le prix à la production baisse même, alors que grimpent les prix de l'alimentation.

Les prix à la production des gros bovins sont restés assez stables depuis 2005, indépendamment des

variations des prix des aliments d'engraissement.

Seul le prix à la production de la volaille est influencé par les fluctuations du prix de l'aliment. Cela s'explique par la forte

intégration du secteur de la production de volaille. Les contrats entre intégrateurs et éleveurs prennent en effet en compte à la fois le prix de l'aliment et le prix de la volaille produite.

### Une variante régionale des Ipampa...

*Des indices régionaux sont calculés et diffusés par le Service de la statistique et de la prospective. Les évolutions par produits au niveau le plus fin sont celles de l'indice national, mais les pondérations des produits diffèrent selon la région, prenant en compte la structure spécifique des consommations intermédiaires de chaque région.*

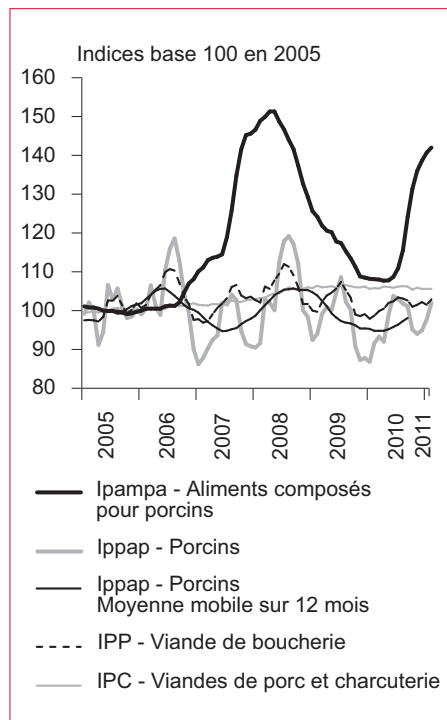
#### ... et une variante par Otex

*De manière similaire, en prenant en compte la structure particulière des consommations intermédiaires de cha-*

*que Otex (orientation technico-économique des exploitations), un indice global est calculé pour les Otex « Grandes cultures », « Horticulture, maraîchage », « Cultures permanentes » et « Hors-sol ». Une démarche similaire peut permettre de faire évoluer des coûts de production, dès qu'on connaît la structure de ces coûts.*

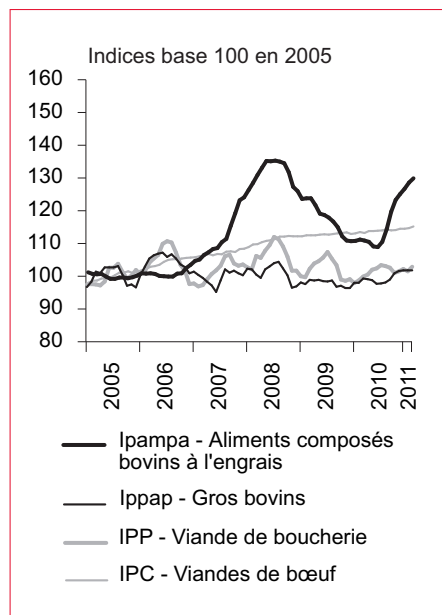
*L'Ipampa national et les indices selon l'Otex sont commentés chaque mois dans l'Infos rapides sur les moyens de production, qui est mise en ligne sur le site Agreste.*

### Prix à la production du porc : cycle et saisonnalité dominant



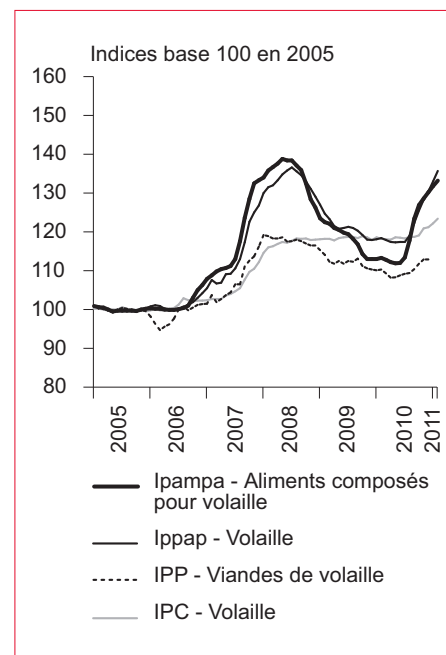
Sources : Indice des prix d'achat des moyens de production agricole (Ipampa) : Insee, Agreste  
Indice des prix des produits agricoles à la production (Ippap) : Insee, Agreste  
Indice des prix à la consommation (IPC) : Insee  
Indice des prix de l'industrie et des services aux entreprises (IPP) du secteur Viande de boucherie : Insee

### Longue stabilité des prix à la production des gros bovins



Sources : Indice des prix d'achat des moyens de production agricole (Ipampa) : Insee, Agreste  
Indice des prix des produits agricoles à la production (Ippap) : Insee, Agreste  
Indice des prix à la consommation (IPC) : Insee  
Indice des prix de l'industrie et des services aux entreprises (IPP) du secteur Viande de boucherie : Insee

### Les prix à la production de la volaille répercutent rapidement les variations des prix de l'alimentation animale



Sources : Indice des prix d'achat des moyens de production agricole (Ipampa) : Insee, Agreste  
Indice des prix des produits agricoles à la production (Ippap) : Insee, Agreste  
Indice des prix à la consommation (IPC) : Insee  
Indice des prix de l'industrie et des services aux entreprises (IPP) du secteur Viande de volaille : Insee

### Sources et définitions

- Indicateur Ipa (Indice des prix des matières premières en disponible, entrant dans l'alimentation animale) : La dépêche - Le Petit Meunier
- Ipampa : indice des prix d'achat des moyens de production agricole, base 100 en 2005 : Insee, Agreste
- Ippap : indice des prix des produits agricoles à la production, base 100 en 2005 : Insee, Agreste
- Ipi : indice des prix de l'industrie et des services aux entreprises : Insee
- Moyenne mobile sur 12 mois : permet de supprimer l'effet saisonnier. Elle est appliquée au centre de la période (par exemple la moyenne de janvier à décembre 2010 est affectée à juillet 2010)

### Pour en savoir plus

- dans « Données en ligne - Conjoncture agricole - Moyens de production » pour les séries chiffrées
- dans la rubrique « Conjoncture - Moyens de production » pour les publications Agreste Conjoncture

Les dernières publications Agreste parues sur le thème sont :

- « En 2010, hausse des prix de l'alimentation animale », Synthèses Moyens de production n° 2010/132, octobre 2010
- « Production d'aliments composés en baisse en 2009, sauf pour le poulet », Synthèses Moyens de production n° 2010/107, mars 2010
- « Le coût de l'alimentation animale s'alourdit », Synthèses Moyens de production, novembre 2007

## Retour éditorial

### 2010 : la reprise de la demande mondiale soutient l'activité des IAA

**L'**excédent commercial des IAA se rapproche de son niveau d'avant-crise, grâce à la relance de la demande étrangère. Cette embellie est cependant limitée par l'essor des importations de produits alimentaires, lié à la reprise de la consommation des ménages. La relance de l'activité amorcée au cours de l'année 2009 se confirme en 2010, excepté pour les conserves à base de légumes, pénalisées par des conditions climatiques défavorables aux récoltes. Selon les chefs d'entreprise, la hausse de l'activité devrait cependant ralentir en début d'année 2011. En lien avec la surchauffe des prix des matières premières, les prix à la production et le chiffre d'affaires sont à nouveau sur une pente ascendante. L'emploi salarié dans les IAA se stabilise en 2010.

#### Emballement de la demande étrangère en fin d'année

En 2010, l'excédent commercial des industries agroalimentaires (IAA) se redresse fortement, après la contraction brutale de la demande étrangère début 2009. Le montant des exportations, en particulier vers les pays tiers, progresse de manière marquée au cours de l'année : au second semestre, les exportations dépassent le niveau élevé du second semestre 2008, exacerbées par l'envolée des prix des produits agricoles. Cette amélioration est cependant limitée par la reprise des importations en produits alimentaires qui s'étaient réduites en 2009. Cette reprise, amorcée en début d'année 2010, s'accroît au fil de l'année.

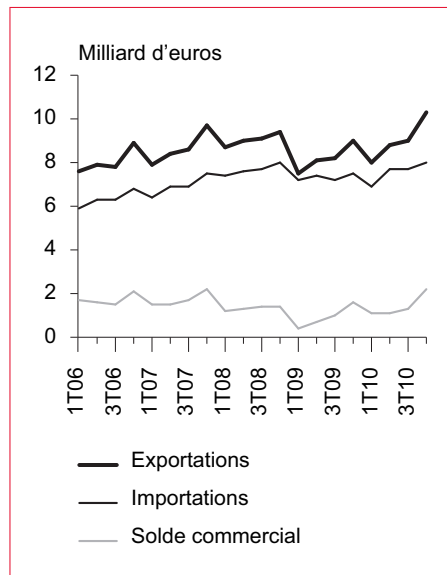
L'amélioration du solde commercial des IAA résulte principalement de la hausse des exportations de **vins et de boissons alcooliques**, très affectées par la récession économique début 2009, et à un moindre niveau de celles des **produits laitiers (hors beurre)** et des **plats préparés**, secteurs fortement tournés vers l'exportation. La relance des exportations s'accélère même au second semestre, sous l'effet combiné de la hausse des prix et des volumes, atteignant le niveau record de 10 milliards d'euros au quatrième trimestre 2010. Au second semestre 2010, la valeur des exportations des **produits laitiers** et des **plats préparés** rattrape le niveau élevé du second semestre 2007. Le rétablissement de l'excédent commer-

cial des **produits laitiers (hors beurre)** et en **plats préparés** est toutefois limité par la reprise des importations.

En 2010, le solde commercial de la majorité des secteurs déficitaires se détériore, limitant la progression de l'excédent commercial des IAA. Ainsi, le déficit commercial des **préparations et conserves de poissons et produits de la pêche** s'aggrave de 315 millions d'euros, celui du **café et thés transformés** de 90 millions d'euros et celui du **cacao, chocolat et produits de confiserie** de 53 millions d'euros. Le déficit commercial du **beurre** se creuse quant à lui de 70 millions d'euros. Celui des **produits à base de fruits et légumes** se stabilise en 2010. En revanche, celui

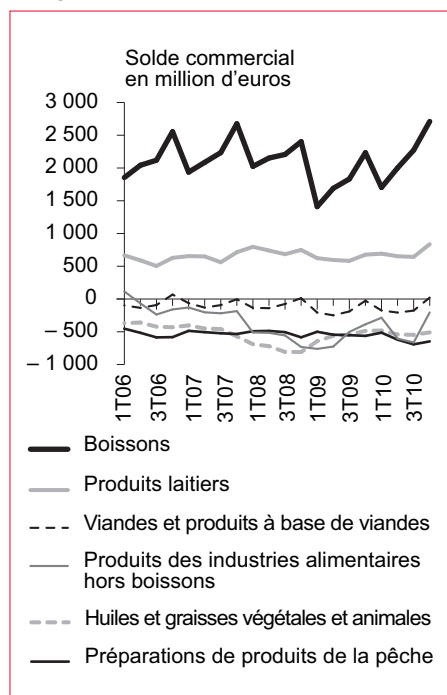
des **huiles et graisses végétales** se rétracte sous l'effet de la baisse des importations et des prix. Le déficit commercial des **viandes et produits à base de viandes** se réduit aussi,

### Reprise des exportations de produits alimentaires plus prononcée que celle des importations



Source : DGDDI (Douanes) - Données brutes

### Excédents commerciaux record de boissons au quatrième trimestre 2010



Source : DGDDI (Douanes)

mais la reprise des exportations n'est que partielle par rapport à 2008.

### Consommation des ménages : de nouveau en progrès

Après une stagnation en 2008 et une reprise en 2009, la consommation des ménages poursuit sa hausse en 2010. D'après les premiers résultats des comptes trimestriels de l'Insee, la consommation en volume de produits agricoles et agroalimentaires (y compris tabac) progresse de 1,3 % en 2010. La consommation de l'ensemble « viande et lait » s'accroît, tandis que celle de fruits, légumes et poissons frais est stable par rapport à 2009.

D'après le Kantar Worldpanel pour FranceAgriMer, les achats de viande s'accroissent nettement, en particulier les achats de viande de volailles. Les ménages achètent plus de viandes de poulet et de dinde. La consommation de viande bovine et de viande de porc progresse aussi, mais de manière moins prononcée.

D'après le panel Nielsen, qui concerne les produits laitiers en grande surface, la consommation en volume à domicile serait en nette progression, après un repli en 2008 et une stabilité en 2009. La hausse de la consommation est notable pour les produits ultra-frais (yaourts, fromages frais et desserts frais), après une contraction prononcée en 2008. L'accroissement de la consommation de fromage s'accélère en 2010. En revanche, la consommation de beurre recule légèrement, après une hausse marquée en 2008.

### Relance de la production, sauf pour les produits à base de fruits et légumes qui ont souffert de conditions climatiques défavorables

La reprise de l'activité amorcée début 2009 se confirme en 2010, impulsée par le redressement de la consommation des ménages et de la demande étrangère. La production de **produits à base de fruits et légumes** fait cependant exception à cette reprise.

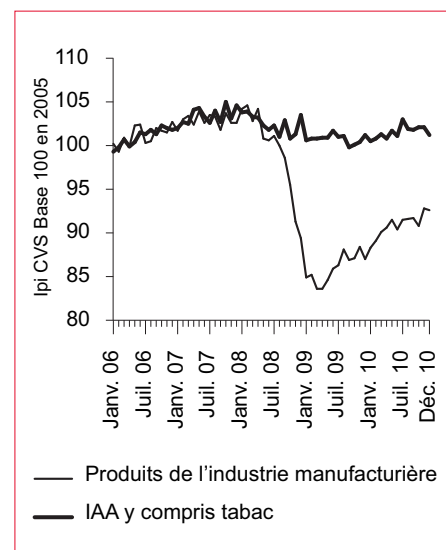
L'activité des **boissons** se redresse fortement, après avoir été touchée par

la contraction de la demande étrangère en 2009. L'activité des boissons alcooliques distillées, des champagnes et mousseux et des eaux de table, soutenue par la relance des exportations, augmente nettement. La production de bière se reprend quant à elle au second semestre.

L'activité des **viandes et produits à base de viandes**, soutenue par la viande de volailles et les viandes de boucherie, s'accroît de 1,7 %. Celle des « **autres produits alimentaires** » augmente légèrement, grâce au fort dynamisme des aliments adaptés à l'enfant et diététiques et malgré la baisse de production de sucre, cacao, chocolat et produits de confiserie et des plats préparés. L'activité des **produits laitiers** est en hausse, tirée vers le haut par les fromages et les laits secs. Grâce à une demande extérieure dynamique, la production **d'huiles et graisses végétales et animales** augmente fortement (+ 6 %), notamment pour les huiles raffinées.

En revanche, en 2010, l'activité des **produits à base de fruits et légumes** se rétracte : les préparations et conserves à base de légumes sont touchées par des récoltes tardives et faibles, en raison de conditions météorologiques

### En 2010, reprise de l'activité des IAA



Source : Insee - Ipi CVS

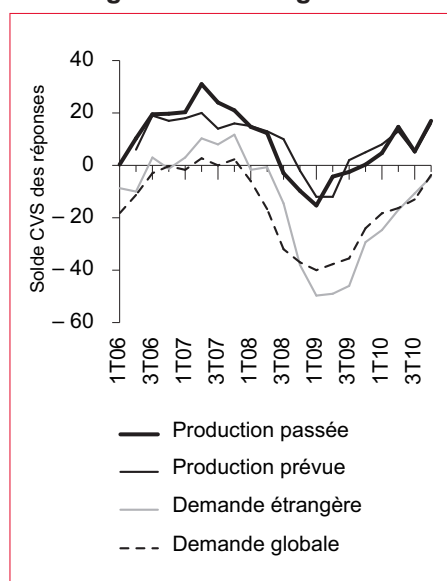


défavorables combinées à des cessations d'activité.

### Des carnets de commandes français et étrangers étoffés

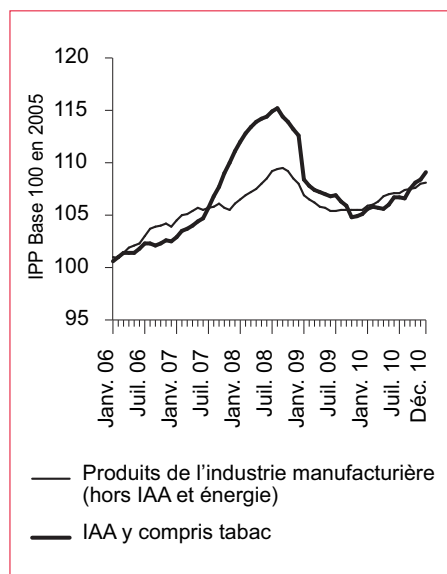
Selon les chefs d'entreprise de la branche agroalimentaire, l'activité a progressé fortement en 2010. Les carnets de commande, français comme étrangers, continuent de se regarnir tout au

### Dans les IAA, les carnets de commandes globaux et étrangers se sont regarnis



Source : Insee - Enquête mensuelle dans l'industrie

### Les prix des IAA reprennent leur tendance à la hausse



Source : Insee - IPP

long de l'année, et sont considérés comme bien étoffés. Selon les perspectives personnelles de production des industriels, la hausse de l'activité des IAA devrait cependant ralentir en début d'année 2011.

### En 2010, les prix repartent à la hausse...

Après avoir été perturbés en 2007-2008 par la flambée des prix des matières premières, puis par leur prompt retombée en 2009, les prix à la production des IAA semblent reprendre leur tendance haussière de long terme au second semestre 2010, en lien avec le raffermissement des cours des matières premières. Au quatrième trimestre 2010, les prix sont ainsi revenus au niveau du quatrième trimestre 2007, au début de la flambée des prix. Toutefois, l'entrée en application de certaines mesures de la loi de modernisation de l'économie en janvier 2009 a eu pour conséquence de faire apparaître dans les écritures comptables, en compensation des marges arrières, une baisse des prix de vente à la grande distribution entre 2008 et 2010 expliquant une partie de cette stagnation.

En 2010, les prix à la production des **aliments pour animaux**, des **huiles et graisses** augmentent dans le sillage du renchérissement des céréales et oléoprotéagineux, de même que ceux des produits laitiers, tirés par la demande mondiale, et des **préparations et conserves à base de poisson**.

Les prix de certains produits continuent cependant de décliner : c'est le cas pour les **viandes et produits à base de viandes** (- 1,5 % par rapport à 2009) et pour les **produits à base de fruits et légumes** (- 3 % par rapport à 2009).

### ... tirant le chiffre d'affaires vers le haut

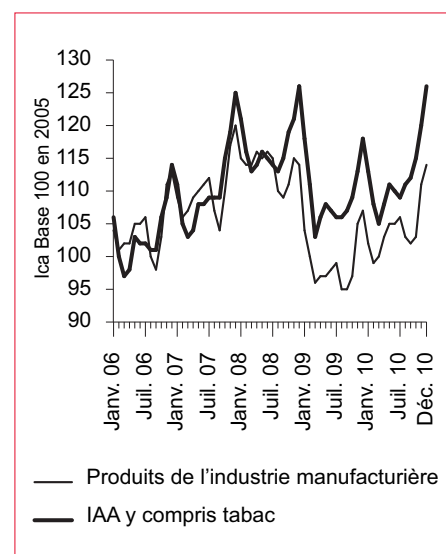
Après avoir été affecté en 2009 par la baisse simultanée des prix et de l'activité, le chiffre d'affaires des IAA (y compris tabac) est à nouveau en hausse en 2010. La reprise n'est que partielle, mais elle s'est accentuée au

cours de l'année, dynamisée par la hausse des prix à la production, de la demande extérieure et de la consommation des ménages. Ainsi, au quatrième trimestre 2010, le chiffre d'affaires a retrouvé son niveau du quatrième trimestre 2008.

Le chiffre d'affaires des **boissons**, dynamisé par l'essor de la demande étrangère, progresse fortement, surpassant même le niveau de 2008. Le montant des ventes des boissons alcooliques distillées, des vins et des boissons rafraîchissantes s'accroît de respectivement 13 %, 8 % et 7 %. Celui de la bière poursuit sa hausse modérée en 2010. En revanche, le montant des ventes de malt chute de 9 %, affecté par la baisse de sa valorisation.

Le chiffre d'affaires des produits alimentaires s'est accru de manière plus modérée que celui des boissons, et demeure inférieur de 4 % au niveau de 2008. Il est tiré vers le haut par les **aliments pour animaux**, les **préparations et conserves à base de poisson** et les **produits laitiers**. La hausse du chiffre d'affaires de la **viande et des huiles et graisses** est plus limitée. En revanche, le montant des ventes des **produits à base de fruits et légumes** se rétracte, conséquence du recul de la production et des prix. Le chiffre d'affaires des

### En 2010, le chiffre d'affaires est à nouveau en hausse



Source : Insee - Ica - Moyenne mobile sur 3 mois

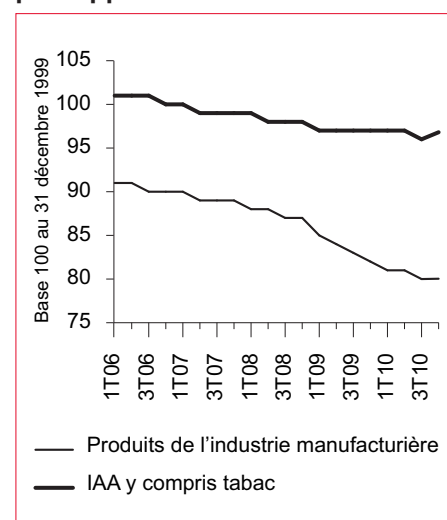
**produits du travail des grains et produits amyacés** est quant à lui pénalisé par une baisse des prix.

### L'emploi salarié se stabilise en 2010

L'emploi salarié des IAA (y compris tabac), salariés des entreprises artisanales de la charcuterie et de la boulangerie pâtisserie inclus, est resté

relativement stable tout au long de l'année 2010. Fin décembre 2010, le secteur compte ainsi 550 000 emplois. En revanche, l'emploi salarié dans l'ensemble de l'industrie manufacturière a poursuivi sa baisse en 2010, de façon toutefois moins prononcée qu'en 2009. L'industrie manufacturière perd ainsi 60 000 emplois au cours de l'année 2010, contre 170 000 emplois en 2009.

### Fin 2010, l'emploi salarié est stable par rapport à fin 2009



Source : Insee - Emploi salarié en fin de trimestre

### En 2010, les prix à la production et le chiffre d'affaires sont à nouveau sur une pente ascendante

Évolution en %*	Année 2009/Année2008					Année 2010/Année 2009				
	Production	Prix	Chiffre d'affaires	Exportations	Importations	Production	Prix	Chiffre d'affaires	Exportations	Importations
<b>10.1 - Viande</b>	-0,6	- 5,5	- 4,0	- 8,5	- 0,7	1,7	- 1,5	1,3	6,8	2,9
<b>10.2 - Poisson</b>		- 5,4	- 3,6	- 18,8	- 2,5		3,4	7,5	- 3,7	10,1
<b>10.3 - Fruits et légumes</b>	- 4,6**	- 7,3	- 7,0	- 4,0	- 2,2	- 6,9**	- 3,1	- 0,3	7,2	3,0
<b>10.4 - Huiles et graisses</b>	9,0	- 18,6	- 9,2	- 14,2	- 23,2	6,1	1,8	1,3	11,5	- 1,6
<b>10.5 - Produits laitiers</b>	- 3,3	- 12,0	- 11,4	- 11,2	- 5,1	3,0		5,7	13,5	13,0
<b>10.6 - Grains ; amyacés</b>	- 2,7	- 9,9	- 11,1	- 12,7	- 5,4	10,1	- 5,5	- 1,4	5,9	- 4,1
<b>10.7 - Boulangerie-pâtis. &amp; pâtes</b>	- 0,1	- 5,2	- 5,1	- 1,9	- 5,6	- 0,5	1,9	3,8	2,3	- 0,5
<b>10.8 - Autres produits alimentaires</b>	3,9	- 6,3	- 6,9	1,9	- 1,0	0,7	- 1,0	4,8	8,5	8,8
<b>10.9 - Aliments pour animaux</b>	- 5,4	- 12,8	- 11,9	0,4	- 5,3	0,2	5,6	5,2	2,7	3,2
<b>11.0 - Boissons</b>	- 4,4***	- 2,6	- 5,2	- 15,0	- 3,0	8,6***	0,2	6,9	15,3	- 1,8
<b>Ensemble IAA y compris tabac</b>	<b>- 1,8</b>	<b>- 6,3</b>	<b>- 7,2</b>	<b>- 9,1</b>	<b>- 5,1</b>	<b>1,0</b>	<b>0,3</b>	<b>4,0</b>	<b>10,1</b>	<b>4,0</b>

\* Les diverses sources rassemblées dans ce tableau de synthèse ont des couvertures différentes (champ, branche, secteur) et de ce fait ne sont pas toujours immédiatement comparables.

\*\* Non compris les préparations et conserves à base de pommes de terre.

\*\*\* Non compris les vins.

Sources : Insee, DGDDI (Douanes)

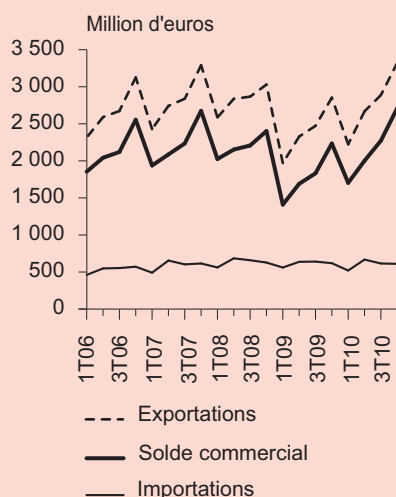
## Boissons : forte progression des exportations au second semestre 2010

En 2010, la valeur des exportations de boissons poursuit sa reprise, après la chute brutale du début 2009. S'élevant à 6,2 milliards d'euros au second semestre, les exportations des boissons dépassent même le niveau du deuxième semestre 2008, précédant la contraction de la demande extérieure consécutive à la récession économique. Les échanges de vins et d'alcools sont très dynamiques, en particulier vers les pays tiers : les États-Unis importent de plus en plus de champagnes et de cognac, et la Chine de vins de Bordeaux et aussi de cognac. Le volume exporté de boissons alcooliques distillées s'est redressé au niveau de 2007, tandis que celui des champagnes et des vins reste en recul de respectivement 12 % et 6 %. Après deux années de repli, l'activité des boissons (hors vins) s'accroît en 2010, grâce à l'essor de la demande étrangère. La production de boissons alcooliques distillées progresse nettement, de même que celle des eaux de table et du malt. Celle de la bière commence à se redresser au second semestre.

Après un déclin de 3 % en 2009, le prix des boissons se stabilise en 2010. Dans le contexte de net redressement des exportations françaises de vins et de boisson alcooliques distillées qui suit la récession de 2009, les prix à la production pro-

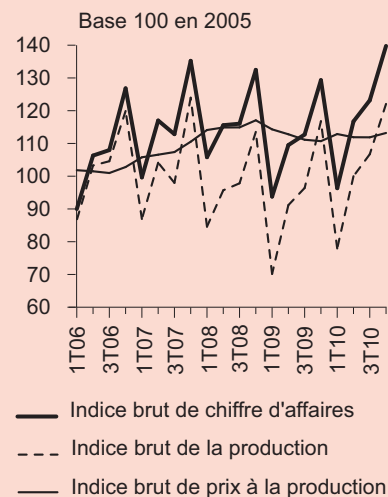
gressent nettement au second semestre 2010. Conséquence de la hausse de la demande et du prix des boissons, le chiffre d'affaires du secteur s'accroît sensiblement, en particulier au deuxième semestre.

### L'excédent commercial se redresse au second semestre 2010



Source : DGDDI (Douanes)

### Une activité dynamique en 2010



Source : Insee

### Progression marquée des exportations en 2010

Évolution en %	1er sem. 2010/1er sem. 2009					2e sem. 2010/2e sem. 2009					Année 2010/Année 2009				
	Pro-duction	Prix	Chiffre d'aff.	Expor-tation	Impor-tation	Pro-duction	Prix	Chiffre d'aff.	Expor-tation	Impor-tation	Pro-duction	Prix	Chiffre d'aff.	Expor-tation	Impor-tation
<b>Boissons</b>	10,3*	- 1,0	4,8	13,8	- 0,8	7,3*	1,5	8,6	16,6	- 2,7	8,6*	0,2	6,9	15,3	- 1,8
Boissons alcooliques distillées	26,9	2,5	12,9	31,7	14,7	12,0	2,4	12,2	24,9	5,5	17,8	2,5	12,5	27,7	9,5
Spiritueux composés + 15°		1,0					1,6					1,3			
Vins de raisin		- 2,9	4,4	12,6	- 10,2		1,7	10,7	15,3	9,2		- 0,7	8,2	14,2	- 0,7
Cidre et autres vins de fruits		1,2	8,4	19,9	30,0		0,3	7,2	8,9	12,9		0,7	7,8	13,6	20,6
Autres boissons fermentées non distillées		0,9	17,7	16,3	8,0		1,5	7,4	26,1	- 0,6		1,2	12,8	21,2	3,5
Bière	- 3,2	1,5	2,2	23,2	10,6	5,0	1,6	3,5	31,3	5,8	0,7	1,6	2,8	27,2	8,3
Malt	12,8	- 21,9	- 13,6	- 9,4	- 48,1	21,9	- 14,5	- 4,4	2,1	- 65,8	17,2	- 18,3	- 9,3	- 4,2	- 57,5
Boissons rafraîchissantes, eaux minérales et autres eaux en bouteille	5,9	1,0	6,9	- 2,0	0,2	- 2,4	0,9	7,7	3,7	- 3,8	1,9	0,9	7,3	0,6	- 1,7
Eaux de table	4,4	0,5	- 5,9	- 1,4	- 0,3	15,0	1,6	0,4	12,5	0,8	9,5	1,1	- 2,9	5,2	0,3

\* non compris les vins

Sources : Insee, DGDDI (Douanes)

## Produits laitiers : la reprise se poursuit en 2010

La reprise, amorcée en fin d'année 2009, se poursuit en 2010 : l'activité des produits laitiers s'accroît sensiblement, et l'excédent commercial s'améliore nettement. Le secteur se remet ainsi du début d'année 2009, marqué par la récession et par la chute des prix à la production.

En 2010, la production de produits laitiers est à nouveau dynamique, en particulier au second semestre, et retrouve le haut niveau de 2008. Grâce à la reprise de la collecte laitière, les fabrications des principaux produits laitiers de grande consommation progressent fortement par rapport à 2009 : de 4 % pour celles de fromages et de crème conditionnée, et de 2 % pour celles de yaourts et desserts lactés. Parallèlement, les fabrications de produits laitiers industriels, de moindre valeur ajoutée, sont relativement stables : les fabrications de beurre sont en léger recul, malgré la forte demande extérieure, et celles de poudre de lait augmentent de 1 %.

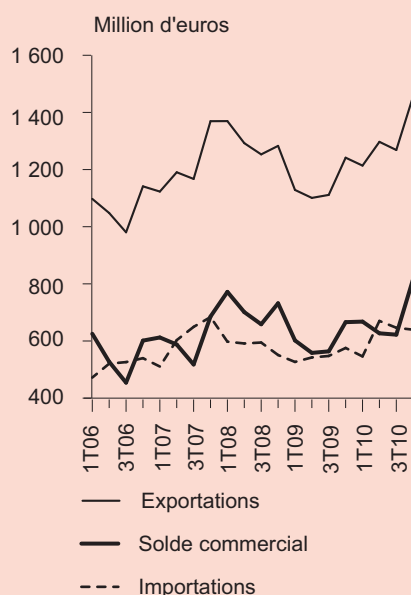
Dès le début 2010, les prix des produits laitiers industriels sont à nouveau sur une pente ascendante, tandis que ceux des produits laitiers de grande consommation ne le sont qu'au second semestre. La hausse

des prix des produits industriels est particulièrement marquée en fin d'année, en raison des relativement faibles disponibilités mondiales. Sur l'ensemble de 2010, le prix des poudres de lait augmente de 11 %, et celui du beurre de 6 %.

Le montant des exportations se redresse fortement par rapport à 2009, principalement grâce à la

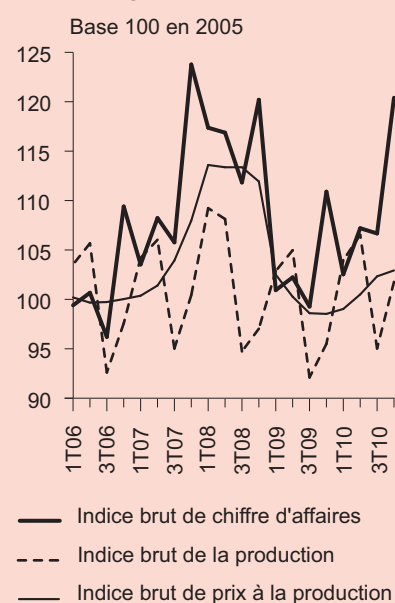
hausse des prix et de la demande extérieure en produits laitiers industriels. En 2010, le montant des exportations dépasse même le niveau de 2008. Les exportations de produits laitiers industriels, dont les prix augmentent sensiblement, progressent plus nettement que celles des produits laitiers de grande consommation.

### Accroissement sensible des exportations de produits laitiers



Source : DGDDI (Douanes)

### Hausse simultanée de l'activité et des prix des produits laitiers



Source : Insee

## En 2010, l'activité des produits laitiers s'accroît sensiblement

Évolution en %	1 <sup>er</sup> sem. 2010/1 <sup>er</sup> sem. 2009					2 <sup>e</sup> sem. 2010/2 <sup>e</sup> sem. 2009					Année 2010/Année 2009				
	Pro-duction	Prix	Chiffre d'aff.	Expor-tation	Impor-tation	Pro-duction	Prix	Chiffre d'aff.	Expor-tation	Impor-tation	Pro-duction	Prix	Chiffre d'aff.	Expor-tation	Impor-tation
<b>Produits laitiers</b>	1,3	-1,6	3,2	11,4	12,5	4,9	4,1	8,0	15,5	13,5	3,0	1,2	5,7	13,5	13,0
Produits laitiers et fromages	0,8	-1,6	3,4	12,6	13,7	5,0	4,1	8,5	15,8	14,5	2,8	1,2	6,0	14,3	14,1
Lait liquide, crème de lait, produits frais	1,2	-4,1	1,4			2,6	2,5	7,7			1,9	-0,9	4,5		
Beurre conditionné GMS	-3,8	3,9	-0,1	35,5	63,9	2,5	8,1	17,5	47,3	29,3	-1,0	6,0	8,6	41,9	43,9
Fromages	2,0	-3,6	5,1	3,3	-1,4	7,0	0,9	7,1	7,8	8,3	4,4	-1,4	6,1	5,6	3,4
Autres produits laitiers			23,7					30,6					27,2		
Glaces et sorbets	10,3	-1,6	-0,1	-4,1	1,4	1,7	-7,9	-0,9	8,9	2,4	7,0	-4,7	-0,5	1,2	1,9

Sources : Insee, DGDDI (Douanes)

## Viandes et produits à base de viandes : forte demande en 2010

Après deux années de recul, l'activité des viandes et produits à base de viandes reprend en 2010, grâce à la hausse de la demande extérieure et de la consommation des ménages. La production de viande bovine retrouve quasiment le niveau d'avant-crise, et celle de volaille est en hausse de 2 % par rapport à 2009. Cette hausse est principalement portée par la viande de poulet, privilégiée par le consommateur grâce à son bon rapport qualité-prix. Malgré une forte demande intérieure en 2010, la production de viande de dinde poursuit sa baisse amorcée il y a sept ans. La production de viande porcine s'est quant à elle maintenue, tandis que celle de produits à base de viandes se rétracte.

En 2010, la demande intérieure augmente nettement. La consommation indigène calculée par bilan augmente en effet pour l'ensemble des viandes : celle de viande de volailles s'accroît de 4 %, celle de viande de bovin de 2% et celle de viande de porc de 0,8 %. La consommation de viande de dinde progresse fortement, après une année 2009 plutôt morose. La consommation de poulet et de canard augmente aussi, mais plus modérément. Les importations françaises progressent, en particulier pour la viande de volailles.

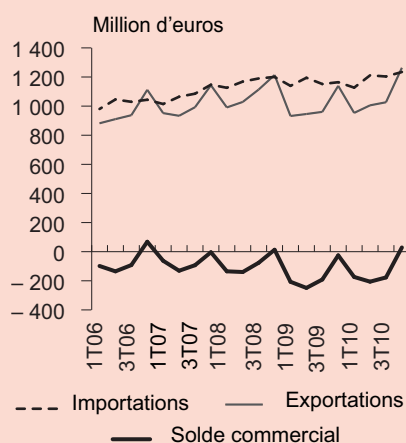
Après une année 2009 marquée par une chute de la demande extérieure, les exportations s'améliorent de 270 millions d'euros en 2010, essentiellement grâce aux viandes de boucherie. La Turquie apparaît comme un nouveau débouché pour la viande bovine française, tandis que les exportations de viande porcine vers l'Asie du Sud-Est, la Russie et la Chine se développent fortement.

La hausse de la demande extérieure en viandes de boucherie permet au déficit commercial de se réduire par rapport à 2009, où il était particulièrement élevé. Le déficit commercial demeure cependant beaucoup plus

élevé qu'en 2008 : la reprise de la demande extérieure n'est que partielle, et les importations progressent de 91 millions d'euros. L'excédent commercial des viandes de volailles continue de se réduire en 2010.

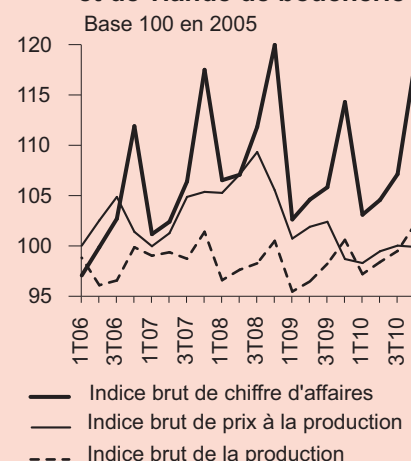
Après la flambée de 2008 et la retombée de 2009, le prix à la production poursuit son repli en 2010, ce qui limite la hausse du chiffre d'affaires. Mais, tandis que les prix des produits à base de viandes et des viandes de boucherie subissent le contrecoup de la flambée des prix, celui de la viande de volaille reste élevé, supérieur de 10 % au niveau de 2005.

### Les exportations de viandes se redressent en 2010



Source : DGDDI (Douanes)

### Hausse de la production de viande de volailles et de viande de boucherie



Source : Insee

### Une production dynamique en 2010

Évolution en %	1 <sup>er</sup> sem. 2010/1 <sup>er</sup> sem. 2009					2 <sup>e</sup> sem. 2010/2 <sup>e</sup> sem. 2009					Année 2010/Année 2009				
	Production	Prix	Chiffre d'aff.	Exportation	Importation	Production	Prix	Chiffre d'aff.	Exportation	Importation	Production	Prix	Chiffre d'aff.	Exportation	Importation
<b>Viandes et produits à base de viandes</b>	1,9	-2,4	0,2	4,3	0,2	1,4	-0,6	2,4	9,1	5,7	1,7	-1,5	1,3	6,8	2,9
Viandes de bouch. et produits d'abat.	2,1	3,7	-0,2	5,1	0,0	2,3	6,0	3,1	8,9	3,4	2,2	-0,9	1,4	7,1	1,7
Viandes de volailles	2,5	-4,2	0,0	8,3	5,4	2,6	-1,4	4,4	11,2	22,2	2,6	-1,9	2,3	9,9	13,7
Produits à base de viandes	1,0	0,7	0,9	-3,8	-2,8	-1,2	1,3	0,6	6,9	0,9	-0,1	-2,0	0,7	1,8	-0,9
Produits à base de viandes hors charcuterie			1,2					0,3					0,7		
Charcuterie			-0,1					1,6					0,8		

Sources : Insee, DGDDI (Douanes)

## Aliments pour animaux : une nouvelle flambée des prix en 2010

Après une production réduite en 2009, la production d'aliments pour animaux de ferme reprend en 2010, grâce notamment aux aliments pour vaches laitières. Poussés par la conjoncture laitière favorable du second semestre, les producteurs utilisent davantage d'aliments composés afin de maximiser leur production de lait. Le manque d'herbe dû à la sécheresse qui a touché le Nord-Ouest a aussi favorisé le recours aux aliments composés. La progression de 2010 s'explique également par la hausse des volumes d'aliments pour volailles. La production d'aliments pour porcins continue de se rétracter, tout comme celle d'aliments pour animaux de compagnie.

Dans le contexte de flambée des prix des matières premières nécessaires à l'alimentation animale, les prix des aliments pour animaux de ferme augmentent de 12 % au deuxième semestre 2010, rattrapant le niveau du deuxième semestre 2008, lors de la précédente flambée des prix. Les prix des aliments pour animaux de compagnie s'accroissent aussi fortement, en particulier au premier semestre.

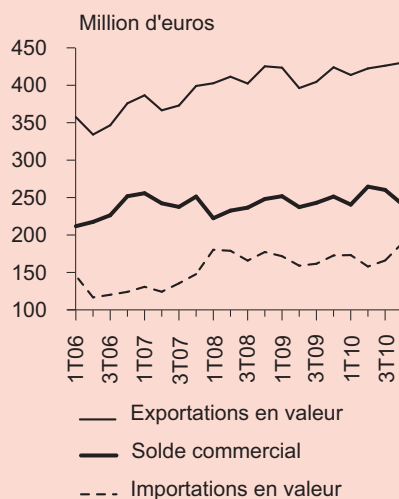
Avec une hausse simultanée des prix et de la production, le chiffre d'affaires des aliments pour animaux de ferme progresse de manière mar-

quée, surtout au second semestre (+ 13 % par rapport au second semestre 2009). Le chiffre d'affaires des aliments pour animaux de compagnie s'accroît de 5 % sur l'ensemble de l'année.

En 2010, l'excédent commercial des aliments pour animaux s'améliore de 23 millions d'euros, grâce aux aliments pour animaux de ferme. La

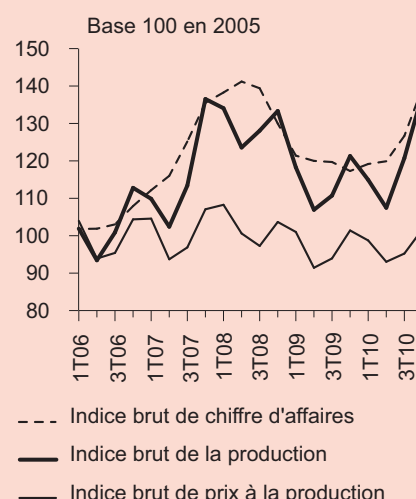
flambée des prix, combinée à la hausse des volumes exportés, provoque un accroissement de 105 millions d'euros du montant des exportations. Cependant, les exportations en volume d'aliments pour animaux de compagnie se contractent fortement, pesant sur l'amélioration de l'excédent commercial. La fin d'année est marquée par une hausse significative des importations.

### Amélioration de l'excédent commercial des aliments pour animaux



Source : DGDDI (Douanes)

### Flambée des prix des aliments pour animaux



Source : Insee

### Les prix des aliments pour animaux s'emballent au second semestre

Évolution en %	1 <sup>er</sup> sem. 2010/1 <sup>er</sup> sem. 2009					2 <sup>e</sup> sem. 2010/2 <sup>e</sup> sem. 2009					Année 2010/Année 2009				
	Production	Prix	Chiffre d'aff.	Exportation	Importation	Production	Prix	Chiffre d'aff.	Exportation	Importation	Production	Prix	Chiffre d'aff.	Exportation	Importation
<b>Aliments pour animaux</b>	-0,3	-1,0	-1,2	2,0	0,1	0,8	12,3	11,4	3,3	6,2	0,2	5,6	5,2	2,7	3,2
Aliments pour animaux de ferme	0,4	-4,4	-3,2	22,3	2,6	1,7	12,4	13,4	17,3	15,4	1,1	3,9	5,2	19,7	9,0
Aliments pour anim. de compagnie	-2,2	15,4	4,7	-7,2	-2,2	-1,5	11,9	5,9	-3,5	-2,3	-1,9	13,6	5,4	-5,4	-2,2

Sources : Insee, DGDDI (Douanes)

## Autres secteurs

### Produits à base de fruits et légumes

En 2010, l'activité des préparations et conserves à base de légumes chute, touchée par des récoltes tardives et faibles, en raison de conditions météorologiques peu favorables, combinées à des cessations et des suspensions d'activité. En revanche, la production de préparations et conserves à base de fruits s'accroît de 2 % par rapport à 2009. Les prix à la production des produits à base de fruits et légumes poursuivent leur baisse, et retombent à leur niveau de 2006, pénalisant le chiffre d'affaires. Cette baisse est particulièrement prononcée pour les conserves de fruits, dont le prix se rétracte de 7 %. En 2010, les échanges sont dynamiques : le montant des exportations augmente nettement par rapport à 2009, dépassant même le niveau de 2007. Les importations augmentent aussi, mais de manière plus modérée.

### Huiles et graisses végétales

Grâce à une forte demande étrangère, la production d'huiles de soja, de colza et de tournesol continue d'augmenter en 2010, quoique de manière moins prononcée qu'en 2009. Par ailleurs, l'activité des huiles raffinées est beaucoup plus dynamique que celle des huiles brutes et tourteaux. Les prix augmentent dans le sillage du renchérissement des

matières premières, engendrant une hausse de 4 % du montant des ventes. Le déficit commercial du secteur se rétracte de 9 %, profitant de la hausse marquée des exportations et des prix. Par ailleurs, le recours aux importations d'huiles de soja, de colza et de tournesol poursuit son repli en 2010, diminuant de 3 % en volume.

### Farines et produits amylacés

Le recul des prix des farines et produits amylacés, consécutif de la flambée des prix de 2008, perd de la vitesse en 2010 : les prix reprennent une pente ascendante au cours de l'année, en liaison avec le renchérissement des prix des céréales. En recul depuis deux ans, l'activité des farines et produits amylacés s'accroît nettement en 2010, dépassant même le haut niveau de 2007. S'élevant à 920 millions d'euros en 2010, l'excédent commercial du secteur, touché en 2009 par la récession économique, se redresse partiellement. Il demeure néanmoins inférieur de 5 % au niveau de 2008.

### Produits de la boulangerie-pâtisserie et pâtes alimentaires

En repli en 2009, les prix des produits de la boulangerie-pâtisserie sont à nouveau en hausse, en particulier pour le pain frais et les pâtisseries de conservation. Le prix des

pâtes alimentaires, qui s'était envolé en 2008, poursuit son repli en 2010. La production de produits de la boulangerie-pâtisserie augmente légèrement, et celle des pâtes alimentaires se rétracte fortement par rapport à 2009, où l'activité était particulièrement dynamique. Le déficit commercial se rétracte, conséquence de la hausse de la demande extérieure en pain et pâtisseries fraîches et de conservation, et de la baisse des importations de pâtes alimentaires.

### Les autres produits agroalimentaires

En 2010, la progression de l'activité des autres produits agroalimentaires, amorcée en 2009, ralentit. La production de sucre et de plats préparés, en hausse en 2009, se rétracte de respectivement 6 % et 4 %. La production d'aliments adaptés à l'enfant et diététiques continue cependant son expansion en 2010. Après - 6 % en 2009, la baisse des prix perd de la vitesse en 2010. Le prix du cacao, chocolat et produits de confiserie et les cafés et les thés transformés sont même en légère hausse. Après un fort recul en 2009, le chiffre d'affaires du secteur augmente légèrement en 2010, grâce à la hausse de l'activité. L'excédent commercial poursuit son essor, principalement grâce à la hausse des exportations de cacao, chocolats et de produits de confiserie, et de plats préparés.

## Sources

- Les données présentées dans ce document portent sur l'ensemble des industries alimentaires y compris tabac divisions 10, 11 et 12 de la nomenclature d'activité (NAF révision 2 entrée en vigueur en janvier 2008) pour les données conjoncturelles à partir de janvier 2009 et divisions 10 et 11 de la nomenclature d'activités française (NAF révision 2) pour les données structurelles sur l'année 2007. Elles incluent les boissons y compris les vins.
- L'ensemble Industrie manufacturière comprend toutes les industries manufacturières y compris les IAA, à l'exclusion de l'énergie et de la construction.
- Les différents indicateurs des IAA utilisés dans ce document sont en base et référence 100 en 2005. ils ont des ouvertures différentes (champ, branche ou secteur) et ne sont de ce fait pas toujours immédiatement comparables.
- L'indicateur de chiffre d'affaires (Ica) et l'emploi salarié sont des indicateurs sectoriels.
- Les autres indicateurs – Indice de production industrielle (Ipi), indice de prix à la production (Ipp), données sur le commerce extérieur – sont des indicateurs de branche.
- Les séries retenues pour l'Ipi couvrent partiellement certains domaines :
  - l'Ipi de l'industrie des fruits et légumes ne concerne pas les produits à base de pommes de terre.
  - l'Ipi de l'industrie laitière couvre également les glaces et sorbets.
  - l'Ipi de l'industrie des boissons ne comprend pas les vins.

Lors des comparaisons, la période de référence lorsqu'elle n'est pas précisée, est le trimestre de l'année précédente.

## IAA 2008 : une activité toujours soutenue par un peu plus de 3 000 unités

L'enquête annuelle d'entreprise offre tous les ans une information économique homogène et de qualité sur l'activité des principales firmes agroalimentaires ainsi que sur les différents moyens mis en œuvre pour la réaliser. Elle mesure les ventes détaillées par produits, l'emploi, l'investissement, les exportations, etc. Elle donne en parallèle un grand nombre d'informations sur les conditions d'exercice de cette activité (recours éventuel à la sous-traitance, travail sous marque de distributeur, niveau des dépenses de publicité, etc.) et s'assure de la cohérence comptable de l'ensemble. Elle pointe aussi les restructurations intervenues dans l'année.

Dans l'agroalimentaire comme dans le reste de l'industrie, l'enquête s'adresse à toutes les entreprises de transformation – hors charcuterie et boulangerie-pâtisserie artisanales – de 20 salariés et plus ou de plus de cinq millions d'euros de chiffre d'affaires. Cela concerne 2 950 entreprises dans la version révisée de la nomenclature d'activités française (NAF révision 2), entrée en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2008. C'est

25 % des firmes agroalimentaires mais un peu plus de 90 % de l'emploi et 95 % du chiffre d'affaires du secteur.

Environ 95 % du chiffre d'affaires et de la valeur ajoutée des industries agroalimentaires (hors activités d'artisanat commercial de charcuterie et de boulangerie-pâtisserie) sont réalisés par 3 000 entreprises de 20 salariés au moins ou de plus de 5 millions d'euros de chiffre d'affaires. Interrogés en 2008 dans le cadre du nouveau dispositif d'Élaboration de la Statistique Annuelle d'Entreprise (Esane), un quart de ces industriels ont pour principale activité la transformation de la viande. Ils sont à l'origine de près de 20 % de la valeur ajoutée considérée. Les fabricants d'« autres produits alimentaires » et de boissons avec 15 % chacun du total des unités contribuent pour leur part à hauteur de 21 % chacun à la formation de la valeur ajoutée. Avec l'industrie laitière et la fabrication industrielle de boulangerie-pâtisserie-biscotterie et biscuiterie, cinq filières et 2 431 des plus importantes entreprises totalisent l'essentiel de la valeur ajoutée du secteur.

### Les industries agroalimentaires en 2008 : les chiffres-clés

Entreprises de 20 salariés et plus	Nombre d'entreprises	Chiffre d'affaires		Valeur ajoutée		Excédent brut d'exploitation		Bénéfice ou perte Million d'€
		Milliard d'€	Poids en %	Million d'€	Poids en %	Million d'€	Poids en %	
<b>10.1</b> Industrie des viandes	811	31,5	21,3	4 901	18,5	652	7,7	105
<b>10.2</b> Industrie du poisson	106	2,9	2,0	547	2,1	127	1,5	41
<b>10.3</b> Industrie fruits et légumes	185	7,8	5,3	1 440	5,4	403	4,8	114
<b>10.4</b> Industrie corps gras	30	3,5	2,4	349	1,3	167	2,0	90
<b>10.5</b> Industrie laitière	305	25,7	17,4	3 343	12,6	888	10,5	202
<b>10.6</b> Travail du grain	109	6,4	4,4	1 190	4,5	438	5,2	98
<b>10.7</b> Boulangerie-pâtis. et pâtes	358	10,2	6,9	2 326	8,8	647	7,6	248
<b>10.8</b> Autres ind. Alim.	483	25,5	17,3	5 471	20,7	2 092	24,7	983
<b>10.9</b> Fab. alim. Animaux	215	11,5	7,8	1 402	5,3	462	5,5	238
<b>10. Industries Alimentaires</b>	<b>2 602</b>	<b>125,1</b>	<b>84,8</b>	<b>20 969</b>	<b>79,3</b>	<b>5 876</b>	<b>69,3</b>	<b>2 120</b>
<b>11. Industrie boissons</b>	<b>474</b>	<b>22,4</b>	<b>15,2</b>	<b>5 460</b>	<b>20,7</b>	<b>2 599</b>	<b>30,7</b>	<b>1 339</b>
<b>10 + 11 Ensemble IAA</b>	<b>3 076</b>	<b>147,5</b>	<b>100,0</b>	<b>26 430</b>	<b>100,0</b>	<b>8 475</b>	<b>100,0</b>	<b>3 459</b>

Sources : Insee, SSP (Esane 2008)



### Pour en savoir plus

- dans « Données en ligne - Conjoncture agricole - IAA » pour les séries chiffrées
- dans la rubrique « Conjoncture - IAA » pour les publications Agreste Conjoncture

Les dernières publications Agreste parues sur le thème sont :

- Synthèses IAA : le premier mois de chaque trimestre
- « Synthèses IAA : la reprise de l'activité ralentit au troisième trimestre 2010 », synthèse n° 2011/139, janvier 2011
- « Boissons alcooliques distillées : reprise de la demande états-unienne et essor de la demande chinoise », synthèse n° 2010/136, décembre 2010
- « Bonnes performances des IAA au deuxième trimestre 2010 », synthèse n° 2010/127, octobre 2010
- « Industries agroalimentaires : la reprise de l'excédent commercial en 2010 est essentiellement due aux boissons », synthèse n° 2010/125, septembre 2010
- « IAA : la reprise se poursuit », synthèse n° 2010/120, juillet 2010
- « IAA 2009 : un second semestre mieux orienté », synthèse n° 2010/112, avril 2010
- « Production des IAA en 2008 », Chiffres et données - série Agroalimentaire n° 171, juillet 2010
- « IAA - Enquête annuelle d'entreprise - Résultats sectoriels et régionaux 2007 », Chiffres et données, n° 163, février 2009

# ORGANISMES

**Agreste** : données collectées et diffusées par le SSP  
**AGPB** : Association générale des producteurs de blé et autres céréales  
**AGPM** : Association générale des producteurs de maïs  
**BNIC** : Bureau national interprofessionnel du cognac  
**CGB** : Confédération générale des planteurs de betteraves  
**CIC** : Conseil international des céréales  
**Cidef** : Comité interprofessionnel de la dinde  
**Cifog** : Comité interprofessionnel des palmipèdes à foie gras  
**CNCA** : Caisse nationale de crédit agricole  
**Cniel-Iri** : Comité national interprofessionnel de l'économie laitière - Information resources Inc.  
**CNIPT** : Comité interprofessionnel de la pomme de terre  
**Coceral** : Comité du commerce des céréales, aliments du bétail, oléagineux, huile d'olive, huiles et graisses et agrofournitures de l'Union européenne  
**Coop de France**  
**DGAL** : Direction générale de l'alimentation  
**DGI** : Direction générale des impôts  
**DGCCRF** : Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes  
**DGDDI** : Direction générale des douanes et droits indirects  
**DGPAAT** : Direction générale des politiques agricoles, agroalimentaires et des territoires  
**DSV** : Direction des services vétérinaires  
**Eurostat** : office statistique des communautés européennes  
**FranceAgriMer** : office national unique des produits de l'agriculture et de la mer depuis le 1<sup>er</sup> avril 2009  
**FAO** : Food and agriculture organisation  
**FOP** : Fédération française des producteurs d'oléagineux et de protéagineux  
**GIPT** : Groupement interprofessionnel pour la valorisation de la pomme de terre  
**GNIS** : Groupement national interprofessionnel des semences et plants  
**Inra** : Institut national de la recherche agronomique  
**Insee** : Institut national de la statistique et des études économiques  
**Matif** : Marché à terme international de France  
**OCM** : Organisation commune des marchés  
**Oilworld** : independant forecasting service for oilseeds, oils and meals  
**OIS** : Organisation mondiale du sucre  
**OIV** : Organisation internationale de la vigne et du vin  
**OP** : Organisme de producteurs  
**RNM** : Réseau des nouvelles des marchés  
**SSP** : Service de la statistique et de la prospective  
**Snia** : Syndicat national des industriels de la nutrition animale  
**SNFS** : Société nationale des fabricants de sucre  
**UE** : Union européenne (à 27 à partir de 2007)  
**Unctad** : United nations conference on trade and development (Conférence des Nations-Unies sur le commerce et le développement)  
**Unifa** : Union des industries de la fertilisation  
**Unip** : Union nationale interprofessionnelle de plantes riches en protéines  
**USDA** : United States department of agriculture (homologue américain du Ministère de l'agriculture et de la pêche)

# ABRÉVIATIONS

**AB** : agriculture biologique  
**AOC** : appellation d'origine contrôlée  
**AOP** : appellation d'origine protégée  
**ACE** : aides aux cultures énergétiques  
**BDNI** : base de données nationales d'identification  
**BTP** : bâtiment et travaux publics  
**Caf** : coût, assurance, fret  
**Cib** : consommation indigène brute  
**Cic** : consommation indigène corrigée  
**CJO** : corrigé des jours ouvrables  
**CPA** : classification de produits associés aux activités

**CPF** : classification de produits française  
**CVJA** : corrigé des variations journalières d'abattages  
**CVS** : corrigé des variations saisonnières  
**Fab** : franco à bord  
**Fob** : free on board  
**Ica** : Indice de chiffre d'affaires  
**IGP** : indication géographique protégée  
**IAA** : industries agroalimentaires  
**Ipa** : indice de prix de l'alimentation animale  
**lpampa** : indice des prix d'achat des moyens de production agricole  
**IPC** : indice des prix à la consommation  
**Ipi** : indice des prix industriels  
**IPP** : indice de production industrielle  
**Ippap** : indice des prix des produits agricoles à la production  
**IPVI** : indice des prix de vente industriels  
**Isop** : informations et suivi objectif des prairies  
**Min** : marchés d'intérêt national  
**mm3, mm12** : moyenne mobile sur 3 mois, moyenne mobile sur 12 mois  
**NC** : nomenclature combinée  
**Otex** : orientation technico-économique des exploitations  
**Pac** : poulet prêt à cuire  
**Pib** : production indigène brute  
**Pic** : production indigène contrôlée  
**SAA** : statistique agricole annuelle  
**Sap** : statistique annuelle provisoire  
**Smic** : salaire minimum interprofessionnel de croissance  
**SRW** : soft red winter  
**tec** : tonne-équivalent-carcasse  
**teoc** : tonne-équivalent-œuf-coquille  
**TIPP** : taxe intérieure sur les produits pétroliers  
**TNO** : tendance nationale officielle  
**VAIG** : vins avec indication géographique  
**VCC** : vins de consommation courante  
**VDQS** : vins délimités de qualité supérieure  
**VQPRD** : vins de qualité produits dans des régions délimitées  
**VSM** : viande séparée mécaniquement

## Pour en savoir plus

- Le site Agreste de la statistique agricole : [www.agreste.agriculture.gouv.fr](http://www.agreste.agriculture.gouv.fr)

Les publications Agreste Conjoncture sont consultables dans la rubrique *Conjoncture*.

Les séries conjoncturelles sont disponibles dans l'espace *Données en ligne*.

- Le site de FranceAgriMer - Réseau des nouvelles des marchés : [www.snm.agriculture.gouv.fr](http://www.snm.agriculture.gouv.fr)

Des séries de prix sont disponibles sur le site du RNM.

- Le Centre d'information et de documentation Agreste (CDIA) : [agreste-info@agriculture.gouv.fr](mailto:agreste-info@agriculture.gouv.fr)

Le CDIA est ouvert les lundi, mardi et jeudi de 14 h à 17 h - Tél. : 01 49 55 85 85.



## Agreste : la statistique agricole

Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche, de la Ruralité  
et de l'Aménagement du Territoire  
Secrétariat Général

**SERVICE DE LA STATISTIQUE ET DE LA PROSPECTIVE**

12 rue Henri Rol-Tanguy - TSA 70007 - 93555 MONTREUIL SOUS BOIS Cedex

Tél. : 01 49 55 85 05 - Site Internet : [www.agreste.agriculture.gouv.fr](http://www.agreste.agriculture.gouv.fr)

Directrice de la publication : Fabienne Rosenwald

Rédacteur en chef : Christine Deroin

Composition : SSP Beauvais

Dépôt légal : À parution

ISSN : 1274-1086

© Agreste 2011

**Cette publication est disponible à parution sur le site Internet de la statistique agricole**  
[www.agreste.agriculture.gouv.fr](http://www.agreste.agriculture.gouv.fr)